

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 03 Août 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°178 ■

TAXE FONCIÈRE, IMPÔT SUR LA FORTUNE....

Protocole d'accord entre la DGDN et la DGI

Les institutions affiliées au ministère des Finances se digitalisent et renforcent la coopération entre elles. C'est le cas de la Direction générale des Impôts (DGI) et la direction générale du domaine national (DGDN). Un protocole d'accord portant sur la coopération et l'échange d'informations, a été signé, mardi à Alger, par la DG des impôts, Amel Abdelatif, et le Directeur Général du Domaine national, Abderrahmane Kheddi.

P3



Chronique Eco

La monnaie des BRICS : une question très complexe

P 16

CLASSEMENT FORBES TOP
100 ARAB
FAMILY BUSINESSES 2023

Le groupe Cevital arrive à la 25^e place

Le groupe familial Cévital, détenu par la famille Rebrab, s'est récemment vu décerner une prestigieuse reconnaissance par le média économique international Forbes. Figurant dans le classement Forbes Top 100 Arab Family Businesses 2023, Cevital jouit d'une position économique de premier plan, tant au niveau national qu'international.

P 2

ALGÉRIE-ZIMBABWE

Fructifier des relations gagnant-gagnant

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a effectué une visite de travail de trois jours au Zimbabwe, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale dans les différents domaines du secteur. Au second jour de sa visite dans ce pays, le ministre de l'Energie s'est entretenu ce mercredi, avec son homologue zimbabwéen Winston Chitando.

P 5

PÉTROLE

Le Brent à plus de 85 dollars

Les cours du pétrole montaient légèrement mercredi, poussés par l'étroitesse du marché, la réduction de l'offre provenant de l'Arabie saoudite et de la Russie, et des premiers chiffres sur les réserves commerciales américaines.

P 4

Géant[®]
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [f geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) | أنا، مع جي-ون

SÉTIF

Huit morts par asphyxie dans la commune de Maâouia

Huit (8) personnes sont mortes, asphyxiées dans un puits, mardi après-midi, dans la commune de Maâouia (nord-est de Sétif), a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Cette source a indiqué que les éléments de la protection civile ont retiré du puits les corps de 8 personnes, le père, 57 ans, et 7 membres de sa famille âgés de 23 à 40 ans.

Les victimes qui creusaient et nettoyaient un puits de 15 mètres de profondeur, sont mortes asphyxiées par des gaz brûlés, a-t-on fait savoir, ajoutant que la protection civile a dépêché, dans le cadre de son intervention, 35 sapeurs-pompiers, 3 camions, 4 ambulances, deux plongeurs et une équipe spécialisée dans les interventions en terrain difficile.

Les services de sécurité territoriale compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident mortel.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, et la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, qui se trouvaient à Sétif pour présenter les condoléances à la famille d'un membre de l'Armée nationale populaire décédé lors des récents feux de forêts, se sont rendus sur les lieux du drame pour s'enquérir de la situation.

CLASSEMENT FORBES TOP 100 ARAB FAMILY BUSINESSES 2023

Le groupe Cevital arrive à la 25^e place

Le groupe familial Cévital, détenu par la famille Rebrab, s'est récemment vu décerner une prestigieuse reconnaissance par le média économique international Forbes. Figurant dans le classement Forbes Top 100 Arab Family Businesses 2023, Cévital jouit d'une position économique de premier plan, tant au niveau national qu'international.

Par Slimane T/Agence

Ce classement met en évidence l'importance croissante des entreprises familiales dans le paysage économique de la région arabe. Ces entreprises jouent un rôle crucial dans la création d'emplois, la stimulation de la croissance économique et le développement durable des pays de la région MENA.

Cévital est un conglomérat diversifié dont le siège est en Algérie, et qui possède des intérêts dans différents secteurs, tels que l'agroalimentaire et l'industrie. Fondé en 1971 par Issad Rebrab, le groupe a connu une croissance fulgurante au fil des années et s'est établi comme l'une des entreprises familiales les plus importantes et prospères du pays, et même au-delà.

Forbes, l'a classé à la 25^e place parmi les 100 entreprises familiales arabes les plus influentes dans le monde.

Le succès de Cévital repose non seulement sur sa stratégie de développement polyvalente, mais également sur son engagement en faveur de l'innovation et de l'esprit entrepreneurial. Et ce, grâce à des projets d'envergure, des opportunités d'emploi et des partenariats commerciaux fructueux.

A la tête de cette compagnie se trouve, Issad Rebrab. Cet homme d'affaires algérien né le 27 mai 1944 à Taguemout-Azouz, en Algérie. Rebrab est souvent considéré comme l'une des figures emblématiques de l'entrepreneuriat en Algérie.

Depuis sa fondation, l'entreprise a connu une croissance exponentielle, diversifiant ses activités dans plusieurs secteurs, tels que l'agroalimentaire, l'industrie, la distribution, l'automobile, et les médias. Le groupe est présent dans plusieurs secteurs d'activité, ce qui en

fait une entreprise diversifiée. Dans le secteur agroalimentaire, Cévital produit et commercialise une large gamme de produits, tels que les huiles végétales, le sucre, les produits laitiers, les jus de fruits et les biscuits. En industrie, le groupe est impliqué dans la production d'acier, de verre, d'électroménagers et d'autres produits manufacturés. Cévital possède également des enseignes de distribution, des concessions automobiles et détient des médias.

Au fil des années, Cévital a réalisé des investissements importants et a étendu ses activités à l'étranger, devenant ainsi un acteur de premier plan dans le secteur des affaires au niveau régional.

Parmi les dix principales entreprises familiales influentes dans le monde arabe, on trouve le Mansour Group d'Egypte, actif dans des secteurs tels que l'automobile, la distribution, l'immobilier et la finance, en tête du classement, suivi par Al-Futtaim Group - Basé aux Émirats arabes unis, le Al-Futtaim Group

est présent dans diverses industries, notamment l'automobile, la distribution, l'immobilier et l'électronique.

en troisième position, on trouve «Olayan Financing Company (OFC)» - Originaire d'Arabie saoudite. Il est un important investisseur et gestionnaire d'actifs, opérant dans des domaines tels que la distribution, l'immobilier, et les services financiers. la quatrième et cinquième position est occupée respectivement par deux groupes émiratis à savoir «Al Ghurair Investment» et «Majid Al Futtaim Holding». Quant à la sixième, septième et huitième place revient respectivement à trois sociétés saoudiennes : «Abdul Latif Jameel», «Al Muhaidib Group» et «SEDCO Holding».

Selon le même rapport, «Al Ghurair Group», basé aux Émirats arabes unis, arrive à la neuvième place et le groupe qatari «Al Faisal Holding» à la dixième place.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Lancement d'une nouvelle plateforme numérique "Tawassol"

Le secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale s'est doté d'une nouvelle plateforme "Tawassol", lancée mardi à Alger, dans le but de développer les mécanismes de coordination entre le secteur, le Conseil supérieur de la jeunesse et l'Observatoire national de la société civile.

Présidant une journée d'information sur la numérisation du secteur, en compagnie de la ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Benmouloud, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a souligné que cette plateforme numérique visait à améliorer les mécanismes de coordination et de communication entre les instances consultatives, comme le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et l'Observatoire national de la société civile (ONSC), en vue de renforcer la prise en charge des

préoccupations des citoyens, en général, et des jeunes, en particulier.

Le ministre a également annoncé le lancement d'un portail électronique "Khadamati" regroupant les différentes plateformes développées par le secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en vue de "renforcer la transparence et conférer davantage de flexibilité aux services assurés aux usagers du secteur", notamment les plateformes destinées aux assurés sociaux, aux bénéficiaires de l'allocation chômage et aux retraités.

Le nouveau portail électronique permettra également de réduire les délais de prise en charge des préoccupations des citoyens auxquels il évitera les désagréments du déplacement vers les structures du secteur.

Par R.E.

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre à l'écoute des préoccupations des travailleurs

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a reçu, mardi, les membres du bureau exécutif de la Fédération nationale des travailleurs des travaux publics pour écouter les préoccupations des travailleurs des entreprises du secteur, indique un communiqué du ministère.

La rencontre du ministre avec la délégation de la fédération, conduite par Saïd Bennaï, a été "l'occasion d'écouter les préoccupations soulevées par les représentants des travailleurs et de faire un état des lieux des entreprises publiques,

filiales des trois groupes placés sous la tutelle du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base", précise le communiqué.

Lors de la réunion, le ministre a "insisté sur la nécessité de trouver des solutions aux problèmes administratifs auxquels sont confrontées ces entreprises, en proposant des mesures et des dispositions réglementaires à même de contribuer à l'amélioration de la situation, et ce, en concertation avec le partenaire social". M. Rakhroukh a également souligné "l'importance de la modernisation et de l'amélioration des performances des en-

treprises du secteur", appelant à "accorder un intérêt particulier au système de formation des cadres et travailleurs en vue de préserver les emplois et d'en créer de nouveaux".

Au terme de la rencontre, le ministre "s'est montré optimiste quant à l'amélioration de la situation des entreprises concernées à travers le lancement de nouveaux projets structurants dans le domaine des travaux publics et des infrastructures, qui auront un impact positif sur l'activité de ces entreprises", conclut le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

TAXE FONCIÈRE, IMPÔT SUR LA FORTUNE...

Protocole d'accord entre la DGDN et la DGI

Les institutions affiliées au ministère des Finances se digitalisent et renforcent la coopération entre elles. C'est le cas de la Direction générale des Impôts (DGI) et la direction générale du domaine national (DGDN). Un protocole d'accord portant sur la coopération et l'échange d'informations, a été signé, mardi à Alger, par la DG des impôts, Amel Abdelatif, et le Directeur Général du Domaine national, Abderrahmane Kheddi.

Par Sirine R

Présent à cette cérémonie, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a expliqué que « cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du président de la République, relatifs à la numérisation du secteur financier ».

Ainsi, ajoute-t-il qu'en application des instructions du Premier ministre, visant à consacrer l'exploitation des données cadastrales comme référentiel pour l'établissement de la taxe foncière, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et de l'impôt sur la fortune (ISF).

Il a précisé que l'accord permettra à l'administration fiscale de bénéficier des premiers services numériques de la DGDN en termes d'échange d'informations et de données cadastrales.

Les clauses de l'accord prévoient « la définition des modalités d'échange des données cadastrales, qui serviront de référentiel dans l'opération de calcul de l'assiette fiscale de la taxe foncière, de la TEOM et de l'ISF », a-t-il expliqué. Les deux établissements ont commencé à développer un système électronique pour l'échange d'informations et de données cadastrales. La DGDN a mis à la disposition des services extérieurs de la

DGI, en l'occurrence les centres régionaux d'informations et documentation d'Alger, de Constantine et d'Oran, des fichiers de données cadastrales de wilayas.

Le traitement des données par les centres a permis d'utiliser les informations nécessaires pour l'établissement de la taxe foncière et la TEOM, a-t-il dit, avant d'ajouter, à ce propos, que « cette opération se veut une première étape dans le processus de coopération entre les deux directions générales à même d'élargir l'assiette fiscale, et partant, augmenter le niveau du recouvrement fiscal, ce qui mènera inéluctablement à l'augmentation des recettes des communes ». L'objectif tracé par les services du ministère des finances, c'est de parvenir à court terme à assurer les salaires de fonctionnaires par la fiscalité ordinaire et les dépenses de fonctionnement à moyen terme. « Il faut consentir de gros efforts pour remédier à cette situation à court terme et parvenir, à moyen terme, à couvrir les dépenses de fonctionnement », avait-il dit, en invitant ainsi à renforcer les opérations de contrôle et de collecte de l'impôt et, par la même, améliorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Il est à rappeler que la DGI est soumise à un contrat de performance et de l'efficacité.

Par ailleurs, et à cette occasion, le mi-

nistre a indiqué que dans le cadre de la poursuite de l'application du programme de numérisation de l'administration fiscale, six Centres de proximité des impôts dotés du système « Jibayatic », ont été officiellement lancés et mis en service au niveau des wilayas de Saïda, Mascara, Tissemsilt, Naâma, Bejaïa et d'Aïn Témouchent.

A ce titre, le ministre a estimé que la signature de cet accord, aujourd'hui, souligne « la détermination et l'intérêt des Pouvoirs publics en vue de concrétiser les principes de numérisation nationale et de gestion participative des institutions de l'Etat, en vue de la mise en œuvre du programme d'action du gouvernement dans le domaine de la numérisation du secteur des Finances ».

Il a appelé tous les cadres du ministère des Finances à consentir « davantage d'efforts et à mobiliser l'ensemble des énergies en vue de réaliser, dans les meilleurs délais, l'objectif d'une administration financière moderne qui offre des prestations de qualité aux opérateurs, aux partenaires et aux citoyens, en général ».

AÏN TEMOUCHENT

Une production halieutique plus de 4.500 t au 1^{er} semestre 2023

La wilaya d'Aïn Temouchent a réalisé une production de 4.547 tonnes de produits halieutiques, durant le premier semestre de l'année en cours, a-t-on appris, mercredi, du directeur de wilaya de la pêche et de l'aquaculture, Houari Gouisssem.

La production a connu, au niveau des ports de Bouzedjar et Beni Saf, une hausse sensible de pas moins de 1.191 tonnes par rapport à la production enregistrée, durant la même période du premier semestre de l'année dernière (2022), qui était de 3.355 tonnes, a indiqué le même responsable.

Les facteurs de stabilité des conditions météorologiques, durant le premier semestre de l'année en cours, outre le renforcement de la flotte de pêche de la wilaya avec quatre nouvelles embarcations de pêche, ont contribué à cette hausse sensible de la production halieutique, sachant que ces quantités sont appelées à la hausse, cet été, a affirmé M. Gouisssem.

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture d'Aïn Temouchent accorde un intérêt particulier à la valorisation des richesses halieutiques, lors de la formation continue des professionnels et leur

accompagnement.

L'école de formation technique de la pêche et de l'aquaculture de Beni Saf abrite une session de formation, qui se poursuivra jusqu'au 15 septembre prochain, au profit des pêcheurs. Cette formation intervient en concrétisation du projet de protection de l'environnement et de la biodiversité de la côte algérienne, portant principalement sur les principes de la pêche conventionnelle durable, visant à préserver le milieu marin et valoriser les richesses halieutiques.

R E.

ELARGISSEMENT DES BRICS

Ce Pays serait le principal opposant

Alors que plusieurs pays ont déjà exprimé le souhait d'adhérer aux BRICS ou ont même déjà déposé une candidature, un membre du groupe serait réticent. Le Brésil aurait exprimé sa crainte de voir le groupe perdre sa crédibilité si d'autres États sont admis.

Le Brésil est le principal opposant à l'élargissement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), rapporte Reuters en citant trois responsables gouvernementaux brésiliens anonymes.

Selon les sources citées, les autorités de ce pays s'inquiètent sérieusement de la perte possible d'autorité du groupe si d'autres États le rejoignent.

"Un élargissement pourrait transformer le bloc en quelque chose d'autre, a supposé un fonctionnaire brésilien auprès du média. La position du Brésil a toujours porté sur la cohésion du groupe et la préservation de notre espace au sein d'un groupe de pays importants".

D'après les sources, le gouvernement brésilien soutiendra que tout élargissement devrait être progressif, maintenir l'équilibre régional et préserver la primauté des cinq membres permanents. L'un des fonctionnaires relayés a ajouté que les nouveaux membres pourraient être acceptés en tant que pays partenaires participant aux sommets sans devenir membres à part entière, comme c'est le cas dans d'autres organisations internationales.

"A un moment donné, le Brésil devra céder parce que nous sommes réalistes et qu'il n'est pas dans notre nature de bloquer quelque chose. Mais ce ne sera pas bon pour nous", a dit une source à Reuters.

Sur son côté, cité par le média, Oliver Stuenkel, observateur des BRICS et professeur à la Fondation Getulio Vargas de São Paulo, a indiqué que dans le passé, le Brésil "n'a pas hésité à laisser l'Inde s'opposer à l'élargissement". "Mais l'Inde semble avoir atténué sa résis-

tance", a-t-il ajouté.

En outre, il a estimé que l'Indonésie était un candidat solide pour adhérer au groupe, compte tenu de sa puissance régionale, de son rôle croissant dans l'économie mondiale et de l'absence de controverses à l'échelle mondiale. Cependant, l'inclusion de l'Iran, du Venezuela ou de l'Arabie saoudite modifierait la dynamique des BRICS et rendrait difficile le maintien de l'influence de pays comme le Brésil, a-t-il conclu.

Récemment, Bloomberg a rapporté, en citant plusieurs sources proches du dossier, que l'Inde et le Brésil ne partagent pas l'enthousiasme de la Chine sur l'adhésion d'autres pays au bloc. Les deux États envisagent d'utiliser le sommet de Johannesburg pour discuter de l'éventuelle adhésion de pays supplémentaires, mais seulement avec le statut d'observateur, relate le média.

R E.

OUARGLA

Une commission pour prendre en charge les préoccupations des céréaliculteurs

Une commission de wilaya chargée du suivi de la production céréalière et de l'accompagnement des agriculteurs activant dans cette filière stratégique a été créée mardi dernier à Ouargla à l'issue d'une rencontre organisée par la Chambre locale d'agriculture.

Cette nouvelle commission est composée de membres représentant plusieurs organismes relevant du secteur de l'agriculture parmi lesquels la Direction des services agricoles (DSA), la Coopérative des céréales et des légumineuses secs (CCLS), le Conseil professionnel de la filière céréalière, l'antenne régionale de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), indique-t-on.

La commission s'engage à davantage écouter les céréaliculteurs de la wilaya, tout en contribuant à trouver des solutions efficaces à leurs préoccupations, affirme le président de la Chambre de l'agriculture, Moussa Hammani, qui a pris ses fonctions à la tête de cette instance.

Elle s'occupe aussi de l'accompagnement des agriculteurs ayant rencontré des difficultés lors de la concrétisation de leurs projets, en sus de l'exploitation des terres agricoles utiles, afin d'augmenter les capacités de la wilaya en la matière. « On s'attend à obtenir de bons résultats en termes d'extension de la surface agricole consacrée à la céréaliculture dans la wilaya d'Ouargla en vue d'être un véritable pôle national en termes de production de céréales », estime des responsables locaux du secteur.

La wilaya d'Ouargla a enregistré, durant ces dernières années, une évolution remarquable en ce qui concerne les surfaces agricoles dédiées à la céréaliculture, selon les données fournies lors de la rencontre.

Il s'agit d'un total de 4.200,7 ha au titre de l'actuelle saison agricole, contre 3.337 ha durant la saison l'ayant précédée, alors que le nombre de céréaliculteurs est passé de 74 à 82 de 2022 à 2023, précise-t-on de même source. Cette évolution a eu un impact positif sur la production céréalière réalisée dans la wilaya qui a dépassé les 136.000 quintaux, souligne-t-on.

R E.

CONTRÔLE DES COMMERCES

Près de 112 000 infractions enregistrées en six mois

Le ministère du Commerce a dressé hier son bilan des activités de contrôle économiques et de répression de la fraude effectuées durant le premier semestre de 2023. Selon les chiffres dévoilés, pas moins 1 122 692 interventions ont été enregistrées ayant permis de constater 111 928 d'infractions et de l'établissement de 106 510 procès-verbaux de poursuite judiciaire.

D'autre part, les services de contrôle ont pris des mesures administratives conservatoires, en procédant à la saisie de marchandises d'une valeur totale estimée à 1,132 milliards de DA et la proposition de fermeture de 7 380 commerces.

Selon le même bilan, un chiffre d'affaires dissimulé de 30,21 milliards de DA a été enregistré, et l'interdiction d'introduction sur le marché national de 317 cargaisons de marchandises au niveau des passages frontaliers, soit une quantité de 46 344 de tonnes et d'une valeur de 9,292 milliards de DA.

Ainsi, et dans la même période, 105 305 interventions ont été enregistrées dans le cadre des efforts de la lutte contre la spéculation illicite. Les différentes opérations de contrôle effectuées dans ce cadre ont permis la constatation de 72 infractions et la délivrance de 72 procès-verbaux de poursuite judiciaire. Pas moins de 873,24 tonnes de denrées alimentaires ont été saisies, représentant une valeur de 499,825 millions de DA.

S R.

GROUPE TÉLÉCOM ALGÉRIE-CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Signature d'une convention

Une convention a été signée, mercredi à Alger, entre le Groupe Télécom Algérie et le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) pour assurer un « accompagnement de qualité » aux activités du conseil via des solutions technologiques et numériques. La convention a été signée par le PDG du Groupe Télécom Algérie, Khaled Zarat, et le président du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui. A cette occasion, M. Zarat a indiqué que le Groupe Télécom Algérie entendait, à travers cette convention, assurer « un accompagnement de qualité aux activités du conseil via des solutions technologiques et numériques, conformément à la stratégie du groupe dans le domaine de la transformation numérique ». « Ce qui motive le groupe à concrétiser cet accompagnement c'est l'attention portée par le CSJ à la communication directe avec les jeunes dans différentes régions du pays à travers l'organisation de réunions et de conférences interactives pour développer leurs aptitudes et les soutenir dans plusieurs domaines, notamment la technologie, l'innovation et l'entrepreneuriat » a-t-il expliqué. Il a rappelé que le Groupe Télécom Algérie œuvrait, dans le cadre de ses objectifs, à « doubler les investissements dans les technologies modernes afin de permettre aux différents secteurs de réaliser la transformation numérique ». De son côté, M. Hidaoui a précisé que la convention signée entrerait dans le cadre des « initiatives visant à accélérer la transformation numérique à travers le développement des aptitudes des jeunes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication », soulignant par là même « l'importance d'optimiser l'utilisation des technologies modernes et de numériser toutes les activités du Conseil supérieur de la jeunesse ».

R.E.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 85 dollars

Les cours du pétrole montaient légèrement mercredi, poussés par l'étriquet du marché, la réduction de l'offre provenant de l'Arabie saoudite et de la Russie, et des premiers chiffres sur les réserves commerciales américaines.

Par R.E./Agence

Vers 10H10 GMT (12H10 HEC), le baril de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 0,60% à 85,42 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate pour livraison en septembre, gagnait 0,66% à 81,91 dollars. Les deux références mondiales de l'or noir ont toutes les deux atteint mercredi leur plus haut niveau en plus de trois mois. L'Opep (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) a enregistré une baisse de la production de quelque 900.000 barils par jour

selon une enquête de Bloomberg, la majorité de cette baisse provenant, sans surprise, de l'Arabie saoudite », souligne John Evans, analyste chez PVM Energy. Et l'Arabie saoudite pourrait annoncer la prolongation de sa réduction volontaire de sa production d'un million de barils par jour lors de la réunion du comité ministériel conjoint de suivi de l'Opep et ses alliés (Opep+), prévue vendredi. Le royaume avait en effet annoncé ses précédentes réductions de production au début du mois de juin, puis des prolongations la première semaine de juillet. Une potentielle annonce d'une nouvelle prolongation des coupes pour le mois de septembre devrait donc intervenir au début du mois, selon les analystes.

«Le resserrement de l'offre est visible sur le marché pétrolier», affirment les analystes d'ANZ, d'autant que la Russie, autre poids lourd de l'alliance OPEP+ semble également mettre "en oeuvre son plan de réduction de la production de 500.000 barils par jour". "Cette situation pourrait être aggravée par le fait que le brut russe Oural tombe en dessous du plafond de prix du G7", poursuivent-ils. Autre préoccupation pour le marché: la fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi soir que les stocks de brut avaient baissé d'environ 15,4 millions de barils la semaine achevée le 28 juillet, et ceux d'essence d'environ 1,7 million de barils. Pour les analystes de DNB, il s'agit

de chiffres "clairement haussiers" pour les cours du brut, car si cette "baisse massive" des stocks est confirmée, "il s'agira de la plus grande baisse jamais enregistrée". Les données de l'API sont réputées moins fiables que la publication de l'état des stocks hebdomadaires commerciaux par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), attendue plus tard dans la journée. Les analystes tablent sur une baisse beaucoup plus modeste de 1,05 million de barils des réserves commerciales de brut, et de 1,55 million de barils d'essence, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

AUTORITÉ DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

«Tout organisme est tenu de veiller à la protection des données»

Cela fait exactement une année que l'Autorité de protection des données personnelles, relevant de la présidence de la République, est entrée en fonction. Instituée par décret en novembre 2018, elle est chargée de veiller au strict respect de la protection des données personnelles après leur traitement par divers organismes qu'ils soient publics ou privés. C'est qu'a expliqué ce mercredi le directeur des systèmes d'information à l'adite Autorité qui s'exprimait à l'émission L'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne. M. Abdelhamid Lateb a expliqué au passage ce qui est entendu par « données personnelles ». Il s'agit en effet de « toute information, quel que soit son support, qui concerne une personne physique identifiée ou identifiable, de manière directe ou indirecte, selon des éléments spéci-

fiques par lesquels on peut identifier la personne », a-t-il souligné avant de préciser les quatre catégories de données personnelles. Il est ainsi question de « quatre catégories de données personnelles. La première comprend les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse et numéros de téléphone. La seconde informe sur les données professionnelles (fonction, grade, le CV, etc.), la troisième est relative aux données financières (données bancaires, comptabilité, dettes, etc.) et la quatrième la catégorie est dite de données sensibles liées aux convictions politiques, syndicales, religieuses, l'origine et l'appartenance ethnique », explique M. Lateb. L'invité de la Radio fait en outre savoir que les différents organismes chargés de la collecte et du traitement de données à caractère personnel des citoyens, à l'instar des

collectivités locales, les hôpitaux et autres, sont soumis à la loi 18-07 les obligeant de leur protection et destruction, si nécessaire, après une période donnée suite à leur traitement. La première mission de l'Autorité est d'abord « de sensibiliser les responsables de traitement des données sur la nécessité et la manière de les protéger en premier lieu, puis d'aller ensuite vers des audits via des inspecteurs et contrôleurs », ajoute-t-il. S'agissant de l'organisation de l'adite Autorité, M. Lateb fait savoir qu'elle est constituée de membres installés en août 2022, du Secrétariat exécutif dont la Direction de la communication et des systèmes d'information fait partie, d'une direction juridique et de conformité, et d'une direction administrative».

R.E.

DESIGN D'UNE VOITURE ÉLECTRIQUE

Lancement d'un concours national par le CRTI

Le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) a lancé un concours national pour la meilleure conception d'une voiture électrique, en parachèvement du prototype élaboré par son équipe, a indiqué le directeur du CRTIC, Riad Badji. Dans une déclaration à l'APS, M. Badji a expliqué que le concours intervient après l'achèvement de l'élaboration du prototype de la voiture électrique au niveau du laboratoire, précisant qu'il permettra de choisir la meilleure conception de ce modèle de voiture élaboré par des Algériens. Et d'ajouter que "le prototype expérimental au niveau du laboratoire sera soumis aux modifications nécessaires pour passer à la deuxième version, où il sera axé sur l'élaboration d'un moteur de haute performance et d'un contrôleur avec les caractéristiques professionnelles de la voiture électrique". Le concours est ouvert, a-t-il dit, aux

professionnels, ingénieurs, étudiants et à toutes catégories ayant des compétences dans la conception mécanique assistée par ordinateur (CAO). Le concours concerne le design extérieur et intérieur d'une voiture électrique de type Hatchback 5 portes, avec comme caractéristiques techniques, une longueur hors tout de 4375 mm, une largeur sans rétroviseurs de 1795 mm et un empattement de 1440 jusqu'à 1520 mm. Quant à l'empattement des roues (distance entre l'axe des roues avant et arrière), il est de 2.640 mm, tandis que le diamètre des pneus est fixé à 16 ou 17 pouces. Pour le design interne du véhicule, le CRTI a laissé au designer la liberté de le concevoir. Selon le règlement du concours, le design proposé doit être créatif avec un cachet authentique. Le concepteur doit envoyer son produit sous forme de dossier numérique sur le

programme SOLIDWORKS. Celui-ci doit contenir l'assemblage des parties du véhicule avec un design 3-D, ainsi que les différentes parties constituant le véhicule (portes, pare-chocs, coffre arrière, etc.). Les propositions des designs doivent être envoyées avant la date du 20 décembre 2023, via l'adresse mail: contact@crti.dz. Elles peuvent être déposées sous forme de CD-ROM à l'adresse du CRTI Département qualité, radioprotection et développement technologique, 4e étage, bureau n 408, route de Dély Brahim, Chéraga. Les designers présenteront séparément leurs produits (design interne et design externe) devant la commission des experts. Les résultats seront annoncés lors d'une cérémonie pour la remise des prix aux trois meilleurs designs.

R.E.

ALGÉRIE-ZIMBABWE

Fructifier des relations gagnant-gagnant

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a effectué une visite de travail de trois jours au Zimbabwe, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale dans les différents domaines du secteur. Au second jour de sa visite dans ce pays, le ministre de l'Energie s'est entretenu ce mercredi, avec son homologue zimbabwéen Winston Chitando.

Par Reda Hadi

Cette rencontre s'est déroulée en présence des directeurs généraux des groupes Sonatrach, Sonelgaz, Naftal en plus des cadres du ministère et du directeur de l'institut algérien de pétrole (IAP) et les deux parties ont mis l'accent sur les possibilités de la création de partenariats entre les deux pays et d'investissement dans le secteur des mines.

A ce sujet, notre ministre a fait état de la disponibilité de l'Algérie pour le développement de projets miniers structurants suivant la nouvelle vision économique de l'Algérie ».

Pour sa part, le ministre zimbabwéen, a salué les relations entre les deux pays » réitérant son intention pour développer des partenariats avec l'Algérie notamment dans le domaine minier et plusieurs particulièrement pour les aspects de la prospection, l'exploitation et la transformation de ces ressources, en plus de la formation du personnel et des effectifs.

Dans ce contexte, un mémorandum d'entente a été signé, mardi à Harare (Zimbabwe), entre l'Algérie et le Zimbabwe pour le développement de la coopération bilatérale dans le domaine énergétique. Le mémorandum porte sur le développement de la coopération bilatérale dans les domaines du pétrole, du gaz, de l'électricité, des énergies renouvelables et de la formation.

Les deux ministres ont examiné, lors de leurs entretiens, les voies et moyens de ren-

forcer et de promouvoir les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, notamment à toutes les étapes de la chaîne de valeur dans le secteur des hydrocarbures, ainsi que le cadre réglementaire et juridique régissant les activités liées aux hydrocarbures et à la commercialisation et à la distribution des produits pétroliers.

Les deux parties ont souligné leur volonté de créer des opportunités d'affaires et d'établir des partenariats mutuellement bénéfiques dans les deux pays et à l'extérieur, dans le cadre de la stratégie des groupes Sonatrach et Sonelgaz pour investir les autres marchés africains.

De même que ces deux responsables, ont également discuté des moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de l'électricité, de l'ingénierie, du développement des réseaux électriques et des énergies renouvelables.

Pour des observateurs, cette rencontre a permis de mettre en avant l'importance de l'échange d'expériences et d'expertises, de la formation et du développement des ressources humaines, notamment s'agissant de la maîtrise des technologies numériques et des applications modernes visant l'amélioration de la performance opérationnelle des structures pétrolières, tout en bénéficiant de l'expérience algérienne en la matière. A cette occasion, notre ministre a présenté les grandes lignes du programme de développement du secteur de l'Energie, ainsi que du nouveau cadre réglementaire régissant l'activité des hydrocarbures, soulignant la volonté de l'Algérie de consolider les relations

entre les deux pays dans ce domaine et d'intensifier les échanges avec les pays africains. Pour sa part, M. Zhemu a relevé l'attachement de son pays à «développer ses relations avec l'Algérie et continuer de renforcer la coopération, notamment dans les domaines économiques, en particulier la participation de Sonatrach et Sonelgaz au développement et à la réalisation d'investissements au Zimbabwe, à travers le renforcement du partenariat mutuellement bénéfique dans les industries pétrolière, gazière et électrique, en plus de la formation». A cette occasion, les deux parties ont salué "les relations historiques et excellentes entre les deux pays", se félicitant de leur développement au cours des dernières années, grâce à la bonne dynamique de coopération entre les deux pays à travers l'échange de visites, dont la visite effectuée en Algérie, en avril dernier, par une délégation du Parlement du Zimbabwe, conduite par Jacob Mudenda.

Il faut souligner que précédemment sur instruction du président de la République, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a reçu, à Alger, le président de l'Assemblée nationale de la République du Zimbabwe, Jacob Mudenda, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcer et de développer les relations commerciales et économiques.

Aussi, les deux parties ont mis l'accent sur l'importance de réactiver la Grande commission mixte algéro-zimbabwéenne en vue d'insuffler une grande dynamique aux relations entre les deux pays dans les domaines commercial et économique.

5E SESSION DE LA COMMISSION MIXTE ALGÉRO-TANZANIENNE

Les ministres des Affaires étrangères se félicitent des résultats positifs des travaux

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu avant-hier lundi à Alger, l'ambassadeur de la Corée du Sud en Algérie, You Ki-Jun, avec qui il a évoqué la coopération économique et financière bilatérale, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de cet entretien, tenu au niveau du siège du ministère, les deux parties ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale et ses perspectives, notamment dans le secteur des finances, ainsi que les voies et moyens à même de la renforcer davantage, selon la même source.

A cet égard, les deux parties ont « salué le niveau atteint par cette collaboration, laquelle est appelée à être consolidée dans l'avenir au regard des potentialités économiques considérables des deux pays ». Les deux parties ont également « exprimé leur satisfaction concernant la coopération en cours, en matière de modernisation des services des douanes », ajoute la même source.

La présence des entreprises sud-coréennes en Algérie et leurs préoccupations ont été abordées lors de cette entrevue.

Tout en souhaitant une présence plus accrue, M. Faïd a confirmé à son interlocuteur que « les instances concernées sont bien au fait des préoccupations de ces entreprises et que ces dernières sont déjà prises en charge pour dégager les solutions idoines, conformément à la réglementation en vigueur », ajoute la même source. Le ministre a saisi cette occasion pour faire part au diplomate coréen des différentes réformes engagées par le gouvernement algérien pour améliorer l'écosystème lié à l'investissement, tout en soulignant que le nouveau cadre régissant l'investissement offre des facilités et de garanties, permettant aux investisseurs qu'ils soient étrangers ou locaux, d'exercer leurs activités dans les meilleures conditions.

Pour sa part, M. Ki-Jun a tenu à signaler à l'occasion de cette rencontre, « son engagement à multiplier les actions en vue de tout mettre en œuvre, pour porter la coopération bilatérale à un niveau qui puisse exploiter pleinement le potentiel existant entre les deux pays et bâtir un partenariat de qualité mutuellement bénéfique », selon le communiqué du ministère.

PLUSIEURS ACCORDS ET MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS

L'Algérie renforce sa coopération avec la Tanzanie

Plusieurs accords, mémorandums d'entente et programmes exécutifs, définissant les priorités de partenariat entre l'Algérie et la Tanzanie pour l'étape à venir, ont été signés mardi au Centre international de Conférences (CIC) à Alger, notamment dans les domaines de l'énergie, du commerce, de la formation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi que de la culture et des Arts.

Il s'agit de domaines qui sont en parfaite synergie avec les plans nationaux de développement adoptés par les deux pays et parfaitement adaptés à l'orientation commune vers le raffermissement des relations interafricaines.

Ces accords et mémorandums d'entente sont issus de la 5e session de la Commission mixte de coopération algéro-tanzanienne, dont les travaux se sont clôturés mardi soir, sous la présidence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf et de la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine de la République-Unie

de Tanzanie, Mme Stergomena Lawrence Tax.

Un mémorandum d'entente de coopération a été signé entre la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) et la société de Tanzanie pour le développement du pétrole dans le domaine du gaz naturel (Tanzania Petroleum Development Corporation, TPDC). Ce mémorandum d'entente a été cosigné, du côté algérien, par le secrétaire général du Groupe Sonelgaz, M. Nabil Kafi et du côté tanzanien, par le directeur de la planification et de l'investissement, Derick Moshi, au nom du directeur du management (TPDC). Un autre mémorandum d'entente de coopération a été signé entre Sonelgaz et la société d'électricité de Tanzanie Tanesco, portant sur la coopération dans le domaine de l'électricité.

Le document a été cosigné, du côté algérien, par Nabil Kafi et du côté tanzanien, par M. Decklan Mhaiki, au nom du directeur du management de la société Tanesco.

Un mémorandum d'entente de coopération signé par la Société nationale Sonatrach et

la TPDC

Le document a été cosigné, du côté algérien par la cheffe du département affaires, développement et marketing de Sonatrach, Mme Lynda Kettab et du côté tanzanien, par le directeur de la planification et de l'investissement, Derick Moshi, au nom du directeur du management (TPDC).

Un accord de création d'un Conseil d'hommes d'affaires algéro-tanzanien a également été signé entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et la Chambre tanzanienne de commerce, d'industrie et d'agriculture (TCCIA), cosigné par les présidents des deux chambres, respectivement MM. Kamel Hamenni et Edmund Mkwawa.

Un autre mémorandum d'entente a été signé par la Direction générale des archives nationales et le Département tanzanien de gestion des archives et des enregistrements, en sus d'un programme exécutif entre les deux structures. Ces documents ont été cosignés du côté algérien par le Directeur général des archives nationales, M. Abdelmadjid Chikhi, et du côté

tanzanien, par le Directeur des archives Firimin Msiangi. S'agissant de l'enseignement, de la culture et des arts, un accord de coopération a été signé entre l'Algérie et la République unie de Tanzanie dans le domaine de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique, ainsi qu'un mémorandum d'entente entre le gouvernement algérien et son homologue tanzanien dans le domaine de la culture et des arts.

Un mémorandum d'entente a été cosigné entre l'Institut diplomatique et des relations internationales (IDRI) et le Centre tanzanien des relations extérieures (CFR), par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf et la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine de la République-Unie de Tanzanie, Mme Stergomena Lawrence Tax.

R. E.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Dépôt de 52 projets dont 4 brevets d'invention

L'Université d'Oran 2 « Mohamed Benahmed » a déposé 52 projets entre projets de startups et brevets d'invention, durant l'année universitaire 2022-2023, conformément à l'Arrêté Ministériel 12-75 (diplôme-startup/certificat de brevet d'invention), a-t-on appris auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Conformément à cette décision ministérielle, un total de 148 projets ont été déposés par les étudiants de l'Université d'Oran 2, dont 52 ont été acceptés, 48 ??projets de startups et 4 projets de brevets d'invention, tandis que le restant des projets a été dirigé vers l'entrepreneuriat classique, a-t-on ajouté. Ces projets concernent plusieurs domaines, tels que le tourisme, la nutrition, l'éducation, la maintenance, la sécurité industrielle, le droit, et autres, et s'inscrivent dans le cadre de l'ouverture de la voie aux étudiants porteurs d'idées innovantes pour s'engager dans ce processus et proposer leurs projets, qui leur permettront de participer au développement économique, selon la même source.

Les projets ont été sélectionnés très attentivement, dès le départ, pour permettre aux étudiants en fin de cursus de créer leurs propres projets et entreprises à caractère innovant, qui permettront la création de startups et des micro-entreprises, a-t-on indiqué.

Dans le cadre des projets acceptés, 188 étudiants ont adhéré au programme de formation, mis en place par la Maison de l'entrepreneuriat de cette université.

Cette formation concerne plusieurs matières, dont l'étude de projets, la protection de la propriété intellectuelle, la commercialisation, la numérisation, l'intelligence artificielle, outre l'étude du mode de mise en place de plans d'action et de modèles initiaux de projets, entre autres. Le nombre d'étudiants affiliés à cette université a atteint 26.400 étudiants, dont 17.900 en Licence et 8.500 en Master, en plus de 5.417 diplômés à la fin de l'année universitaire en cours. Cette université garantit une formation supérieure dans 123 filières réparties en 06 domaines, dont 41 se spécialisent en Licence et 82 en Master.

PRÉVENTION CONTRE LES RISQUES DE NOYADE À CHLEF

Recensement des réserves d'eau et des puits non protégés

La direction de la Protection civile de la wilaya de Chlef a lancé récemment une vaste opération de recensement des réserves et des plans d'eau ainsi que des puits traditionnels non protégés, notamment avec la hausse des températures et les risques accrus liés à la baignade dans ces lieux, indique un communiqué de ce corps.

Le chargé de l'information auprès de cette direction, le commandant Sid Ahmed Teggat a précisé à l'APS que ses services ont procédé, en coordination avec les services de la Sûreté, de la Gendarmerie nationale, de la Conservation des forêts, des secteurs des ressources en eau et de l'agriculture et des services communaux, à des sorties sur le terrain pour le recensement des réserves et des plans d'eau, des bassins d'irrigation et des puits artésiens dans le but de s'assurer de leur conformité aux normes de sécurité. L'intervenant a affirmé que cette opération qui coïncide avec la saison estivale marquée par la hausse record des températures et la propagation du phénomène de la baignade dans les réserves et plans d'eau, tout particulièrement dans les communes de l'intérieur du pays et dans les zones rurales, ce qui constitue « un danger pour les habitants

de la wilaya notamment pour les plus jeunes d'entre eux ». Les mêmes services procéderont tout au long des mois de juillet et d'août au recensement des différents sites à travers les 13 daïras de la wilaya, et prendront les mesures nécessaires pour limiter les risques de noyade dans ces lieux. Par ailleurs, les autorités concernées mènent une large campagne de sensibilisation au profit des citoyens notamment les plus jeunes pour juguler le phénomène de baignade dans les barrages, les réserves et les plans d'eau, à travers un riche programme d'information et de proximité, sur les dangers de ce phénomène qui cause chaque année des accidents mortels. Dans ce contexte, M. Teggat a fait état de 4 décès par noyade (des enfants âgés de moins de 15 ans) en 2022 dans les barrages et plans d'eau, à travers les communes de Ain Merane, Sendjas, Zeboudja, et Labiod Medjadja, alors qu'aucun cas n'a encore été enre-

gistré durant l'année en cours dans ces mêmes localités. Pour les noyades enregistrées lors de la saison estivale en cours au niveau des plages, 4 morts par noyade ont été déplorées, dont une au niveau d'une plage surveillée et 3 autres dans une plage non surveillée, outre le sauvetage de plusieurs personnes. Dotée d'un littoral long de plus de 129 km, la wilaya de Chlef compte 26 plages et de nombreux réserves et plans d'eau dont deux barrages dans les communes de Oued Fedha et Ouled Abdelkader et une zone humide dans le nord ouest, en sus de nombreux puits artésiens et bassins d'irrigation, d'autant que cette wilaya est une région à vocation agricole.

CONSTANTINE

Quatre nouvelles piscines ouvrent leurs portes

Plusieurs piscines viennent d'ouvrir leurs portes, à Constantine au début de la saison estivale actuelle pour le plus grand plaisir des habitants, après une privation qui a perduré pour manque d'infrastructures nautiques.

Quatre (4) piscines ont été inaugurées à Constantine offrant des espaces de loisirs des plus prisés durant la saison estivale. La mise en service de ces piscines a été « chaleureusement » accueillie par la population constantinoise « avide » de ce genre d'infrastructures de natation comme le révèle Samira, une mère de famille qui a exprimé sa joie en apprenant l'ouverture de ces piscines qui viennent lui régler le souci qu'elle subit à chaque saison estivale car ne trouvant pas où ramener ses deux enfants pour passer du temps et jouer. Les vacances au bord de la mer ne sont pas à la portée de tout le monde, et les piscines existantes dans les hôtels de la wilaya également (un coût moyen de 1.200DA/Heure), a ajouté Mme Samira qui a salué la réalisation de ces piscines qui donneront la possibilité aux parents

d'offrir à leurs enfants des moments de joie et de bonheur. L'ouverture de ces piscines (2 semi olympiques à Ain S'mara, une autre couverte de 25 mètres à l'entrée de la ville Ali Mendjeli et une quatrième similaire à la ville de Constantine) ne sera qu'avantageuse pour la population constantinoise qui aura à sa disposition des lieux de loisir et d'activités sportives pour le grand bonheur des enfants notamment durant la saison estivale, a estimé, Aziz, un père de deux enfants. C'est un bonheur de voir ce genre d'espaces de loisirs ouvrir à Constantine, a considéré Slimane âgé de 18 ans qui a mis l'accent sur l'importance des piscines dans le développement des capacités et des compétences de natation chez les jeunes, appelant à l'ouverture de piscines de proximité pour permettre au maximum de personnes, dans les communes notamment, d'apprécier les vertus de l'eau. L'ouverture de ces piscines va combler un immense besoin des jeunes en activités sportives et de loisir notamment la natation, car très peu de solutions s'offraient à eux particulièrement en période estivale, a souligné, le

wali Abdelkhalak Sayouda qui a affirmé que les efforts se poursuivent pour répondre aux attentes. Dans ce cadre, les services de la wilaya, ont fait part d'un projet de réalisation d'un bassin de natation à u complexe palmarium de la cité Sidi M'cid à la place du bassin vétuste éradiqué. Creusé en aval de la corniche surplombant les célèbres gorges du Rhumel, le complexe palmarium de loisirs et de détente de Sidi M'cid comprenant entre autres 3 bassins de natation dont 2 opérationnels a été construite en 1872, et constitue l'une des destinations des plus privilégiée des constantinois au point de ne plus pouvoir contenir les flux considérables de baigneurs le fréquentant quotidiennement en temps estival (jusqu'à 1.000 baigneurs par jour). En plus des bassins de Sidi M'cid, les constantinois étaient contraint à faire avec les moyens de bord en se contentant d'une piscine olympique 50 mètres du complexe sportif Chahid Hamlaoui, et une autre couverte de proximité à Ain Abid, une offre « insignifiante » qui ne répondait pas aux besoins exprimés par la population de cette grande

MILA

Décisions de fermeture de 8 établissements classés au 1er semestre 2023

Des décisions de fermeture de huit établissements classés activant dans la wilaya de Mila ont été prises au cours du premier semestre 2023 pour non-respect des conditions et normes en vigueur, a indiqué lundi le directeur par intérim de l'environnement, Amar Zemmouri.

Ces décisions "définitives ou temporaires jusqu'à ré-

gularisation" ont concerné des "établissements activant dans le domaine du recyclage des déchets dont une exerçant sans autorisation et une autre ayant des activités polluantes de l'air", a précisé à l'APS le même cadre. Ces mesures ont été prises dans le cadre des activités d'inspection des services de la direction de l'environnement durant cette période

ayant concerné 93 établissements classés, selon la même source qui a fait état de 52 mises en demeure contre des établissements visités et de l'engagement de poursuites contre deux établissements pour activités nuisibles à l'environnement et au milieu naturel. Des orientations ont été données aux autres gérants de ces établissements classés pour exercer leurs acti-

vités sans porter atteinte à l'environnement et au milieu naturel, a-t-il ajouté. Dans le cadre de la lutte contre les maladies à transmission hydrique, la commission de wilaya de surveillance des rejets liquides industriels a inspecté 33 entreprises classées durant le premier semestre de l'année en cours et a adressé des mises en demeure à 18 établisse-

ments dont l'un avec une amende pour non-respect des normes de prises en charge des déchets liquides, selon le même cadre. La direction de l'environnement a recensé à fin 2022 un total de 1.141 établissements classés actifs dans la wilaya objet de contrôle des commissions intersectorielles et de l'activité de contrôle régulière de cette direction, est-il indiqué.

L'envers du miracle sud-coréen

Technologie de pointe, tubes de variété fredonnés sur tous les continents, séries à succès, cinéma mondialement reconnu : la Corée du Sud jouit d'une image particulièrement positive. Un peu comme si, dans bien des domaines, Séoul montrait la voie au reste du monde. Découvrir la réalité des conditions de vie de la population invite à espérer que cela ne soit pas le cas.

Suite et fin

P A R ENAUD L AMBER T

Doute

M. Kim Sung-han, le conseiller à la sécurité nationale du président Yoon jusqu'en mars 2023, a obtenu un doctorat en science politique à l'université du Texas; M. Kim Tae-hyo, le premier adjoint à la sécurité nationale du président, un doctorat en science politique à l'université de Chicago; M. Wang Yun-jong, son secrétaire pour la sécurité économique, un doctorat en économie à Yale; son ministre de l'unification, M. Kwon Young-se, un master en administration publique à la Kennedy School de Harvard. Pour passer la douane de l'aéroport de Séoul, les ressortissants américains jouissent d'un couloir d'immigration distinct. Une fois en ville, ils peuvent se brancher sur une radio américaine : The Eagle, celle de la base américaine d'Itaewon, située en plein cœur de la capitale. Mais la plupart poursuivent leur voyage un peu plus au sud. Après une heure trente de voiture, ils arrivent... en Californie, l'État américain auquel renvoie l'adresse officielle de Camp Humphreys, la plus grande base américaine en dehors des États-Unis, pourtant sise dans la ville bien coréenne de Pyongtaek. Plus de 28 000 soldats vivent ici. Cette ville dans la ville – dotée de plusieurs écoles, d'un lycée, d'une université, d'une immense piscine avec toboggans, d'un cinéma, d'un supermarché, d'un golf... – atteint 43 000 habitants en comptant les familles des soldats et les travailleurs coréens. « La Corée du Sud verse l'équivalent de 1 milliard de dollars par an pour contribuer au fonctionnement de la base, nous explique M. Hyun Pilkyung, directeur de l'Institut de réappropriation.

Loin de Gangnam

« Le miracle coréen, vous l'avez sous les yeux. » M. Yoon Young-ju (sans lien familial avec le président du pays) vient de nous accueillir chez lui : une pièce unique d'environ trois mètres sur trois, dans laquelle on pénètre par une porte haute d'environ un mètre trente. Aucun problème pour M. Yoon : il a été amputé des deux jambes. « J'ai la chance de vivre dans l'une des habitations les plus agréables du quartier : j'ai de la lumière et une pièce assez grande. » Nous sommes à deux pas de la gare de Séoul, un quartier où les loyers sont parmi les plus élevés de la capitale. Mais pas dans ce pâté de maisons, un bidonville où ont atterri les rescapés du prodige économique coréen. On peine d'abord à le croire, mais M. Yoon dit vrai : son logement semble luxueux comparé à ceux que des propriétaires vivant à Gangnam, l'un des quartiers les plus cossus de Séoul, louent ici pour 190 000 wons (environ 130 euros), soit le quart de l'allocation versée par l'État aux plus démunis : des chambres d'un mètre et demi sur deux, sans fenêtre, dans des édifices délabrés et, le plus souvent, sans chauffage. « J'étais conducteur de pelleuse quand a éclaté la crise asiatique de 1997 », raconte M. Yoon. À l'époque, le Fonds monétaire international (FMI) impose une sévère cure d'austérité à la Corée du Sud. De leur côté, les entreprises profitent de la débâcle pour licencier, avant de recruter sur la base de contrats précaires. « J'ai été viré par mon entreprise. Très vite, je suis tombé dans la misère, et dans l'alcool. » Il est diabétique et son addiction conduit bientôt à l'amputation de ses membres inférieurs. « Je suis arrivé dans ce quartier en pensant que je n'y resterais que quelques mois, le temps de me ressaisir... Cela fait dix-huit ans. » Environ mille habitants vivent ici. « Tous me ressemblent, poursuit M. Yoon. Ce ne sont pas des marginaux : ce sont des gens qui ont travaillé dur pour redresser le pays après la guerre. Des gens visait à manifester le refus de M. Lee Jae-young : il nous donnait rendez-vous le lundi suivant, à 15 heures. Les yeux de la traductrice s'arrondissent un peu plus lorsque nous lui indiquons que ce nouveau rendez-vous ne convient pas du fait d'engagements prioritaires. « Pourriez-vous le renvoyer chaleureusement pour sa disponibilité et lui indiquer que j'irai le voir lors de mon prochain séjour en Corée ? » La jeune femme procède à l'appel, avant que son téléphone ne sonne de nouveau. La conversation est brève : « Je déteste avoir à vous dire ça, mais Lee Jae-young a appelé le directeur général du département des affaires internationales du PPP pour lui dire que vous avez annulé l'entretien et que vous êtes peut-être mal intentionné ou hostile au PPP. C'est le direc-

teur général qui vient de m'appeler. Il dit que vous devez envoyer une lettre en anglais à Lee Jae-young pour lui présenter des excuses. » À défaut d'un courrier d'excuses, M. Lee reçoit quelques jours plus tard un courrier le remerciant pour ses éclairages précieux sur les rapports entre médias et responsables politiques en Corée du Sud.

« Petit rouge »

À la fin de l'année 1945, la gauche coréenne commence à jeter les bases d'un État souverain et démocratique. La capitulation du Japon, qui occupait le pays depuis 1910, la place en position de force. Le processus d'industrialisation engagé ici par Tokyo a conduit à l'émergence d'une classe ouvrière ne dissolvant pas questions sociales et anti-impérialisme, cependant que « les efforts du Japon pour associer toute agitation ouvrière à un complot communiste accroissent le prestige des communistes », comme l'observe l'universitaire Kevin Gray (12). Dès 1945, un comité pour la préparation de l'indépendance est mis sur pied, largement piloté par les militants emprisonnés par le Japon qui viennent d'être libérés. Après la conférence de Moscou, qui, toujours en 1945, organise la division du pays, les États-Unis s'autorisent une réaction brutale au sud du 38e parallèle. Le gouvernement militaire de l'armée des États-Unis en Corée (Usamgik) prend la main sur le pays, dissout les organisations populaires, réprime les grèves et fait appel à d'anciens collaborateurs avec l'occupant japonais pour peupler l'appareil d'État. Dès lors, l'anticommunisme – un anticommunisme façonné par Washington – devient le « principe central de légitimation idéologique de l'État sud-coréen », explique le politiste Choi Jang Jip (13). Entre 1948 et 1949, sur l'île Cheju, la répression d'un soulèvement populaire que les autorités américaines (puis le dictateur Rhee Syngman, que Washington place au pouvoir) accusent d'être « communiste », fait plus de trente mille victimes. Soit environ 10 % de la population de l'île. Pendant des années, les géolés du pays regorgent d'anciens « partisans », engagés dans la lutte pour la libération nationale lors de la guerre de Corée (1950-1953). On les soumet à la torture pour qu'ils « renoncent » à leurs convictions d'antan. « Il fallait que je signe une déclaration dans laquelle je m'engageais à être en première ligne dans la lutte pour l'éradication du communisme, nous raconte M. Ahn Hak-sop, 94 ans, dont près de quarante-trois années en prison. À chaque séance de torture, je mévanouissais. La première chose que je regardais, en me réveillant, c'était mes mains : y avait-il de l'encre dessus ? Avaient-ils essayé de placer mes empreintes sur une fausse déclaration de conversion ? Là, j'aurais tout perdu. » Dans les années 1980, la dictature structure un réseau de camps de rééducation où seront internés plus de quarante mille « délinquants » pour beaucoup coupables d'être communistes. À partir de 1987, la transition vers la démocratie transforme les méthodes, pas le projet : « Dans mon école primaire, relate Seo, un militant d'une vingtaine d'années qui souhaite garder l'anonymat, on recevait régulièrement des représentants du gouvernement, des services de renseignement, voire de gens qui s'étaient échappés de Corée du Nord. Tous venaient nous expliquer que le communisme était une menace et que nous devions tout faire pour l'éradiquer. » Ppalgaengi, littéralement « petit rouge », demeure une insulte, désignant toute personne rejetant l'ordre socio-économique en place en Corée du Sud. À la suite du virage néolibéral imposé au pays dans la foulée de la crise asiatique de 1997, il suffit de défendre une organisation de la société qui ne dépend pas entièrement du marché – une forme d'État-providence, par exemple – pour mériter l'étiquette, qui peut conduire en prison. Les dispositions principales d'une loi de sécurité nationale (LSN) mise en place par Rhee en 1948 demeurent en effet en place. Son article 7 punit « tout personne qui loue, incite à soutenir ou diffuse les activités d'organisations antigouvernementales », c'est-à-dire la Corée du Nord et ses soutiens, sachant que dénoncer le capitalisme équivaut dans bien des cas à célébrer Pyongyang aux yeux des autorités du Sud. Les partis se revendiquant du communisme sont interdits, et le marxisme toléré uniquement dans les laboratoires universitaires. Dans un tour d'esprit qu'on associerait

plus volontiers au « totalitarisme nord-coréen » qu'au « miracle sud coréen » sur les plateaux de télévision occidentaux, critiquer la LSN peut être considéré comme une violation de la LSN.

Espoir

Entre octobre 2016 et mars 2017, la population prend la rue pour protester contre un scandale de corruption qui touche la présidente Park Geunhye. Massif, le mouvement est bientôt baptisé « révolution des bougies ». Les manifestations provoquent la destitution de Mme Park, puis l'élection de M. Moon Jae-in, le 10 mai 2017. Issu du Parti démocrate, moins à droite que la formation conservatrice, l'homme incarne l'espérance d'un approfondissement de la démocratie. L'un de ses engagements frappe les esprits : en finir avec la précarité dans la fonction publique. « En coréen, il existe une expression qu'on pourrait traduire par « torture de l'espoir », nous explique M. Jin Younghae, militant syndical de la KCTU. Cela revient à faire miroiter une promesse dont on sait qu'elle ne sera pas tenue. C'est cela qui s'est passé. » Juste après sa prise de fonctions, M. Moon se rend à l'aéroport d'Incheon, près de Séoul, pour rencontrer des travailleurs précaires du secteur public et afficher son intention de tenir parole. « Comme bien souvent, la plupart des gens étaient embauchés par des entreprises sous-traitantes, elles-mêmes liées à l'État par des contrats à durée limitée, explique M. Jin. Quand un contrat venait à terme avec le sous-traitant A, l'État signait un nouveau contrat avec le sous-traitant B. Les salariés de A étaient licenciés. » Les primes de licenciement débutant à partir du douzième mois de travail, la plupart des contrats duraient onze mois. « Lors de la visite de M. Moon, certains travailleurs ont pleuré de joie, se souvient M. Jin. De son côté, Moon a promis de « sécher les larmes des travailleurs précaires ». Dans les faits, M. Moon impose au sous-traitant B de reprendre les salariés de A; les conditions de travail, elles, ne changent pas. « Les contrats restent le plus souvent inférieurs à douze mois et, à chaque renouvellement, les gens sont considérés comme de nouveaux salariés : ils n'acquiescent aucun droit, nous explique M. Jin. Moon a bien supprimé une forme de précarité, mais il a brisé l'espoir d'une amélioration des conditions de travail des gens. Est-ce que c'est un progrès ? »

Patience

Ils sont là. Le jour, la nuit, ils sont là. Qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il neige, ils sont là. La foule passe, parfois incrédule, mais ils sont là. Devant l'ambassade américaine, à tour de rôle, les militants du Parti de la démocratie populaire (PDP) se relaient depuis 2016 pour exiger le départ des États-Unis, « parce que tant que les Américains seront ici, les Coréens ne seront pas libres ». Peut-être qu'ailleurs la vie deviendra plus douce au pays du Matin Calme. Pour l'heure, la Corée du Sud se meurt. Elle affiche le plus faible taux de natalité du monde, avec 0,78 enfant par femme.

Source : Le monde diplomatique juillet 2023

(1) « Pour réindustrialiser l'Europe, Louis Gallois prône le modèle coréen », Agence France-Presse, 16 juin 2021. (2) Jacob Fohrtung, « How South Korea became the "most innovative country" in the world », Christensen Institute, 9 novembre 2021, www.christenseninstitute.org (3) Yoon Ja-young, « One in three Seoulites have sexless life : Study », The Korea Times, Séoul, 6 juillet 2021. (4) « Hours worked », OECD Data, <https://data.oecd.org> (5) Cité par Nam Hyun-woo, « Workweek reform plan likely to fizzle out », The Korea Times, 25 mars 2023. (6) Jun Ji-hye, « Korea pushes to raise cap on maximum weekly work hours », The Korea Times, 6 mars 2023. (7) « Workers' rights to work flexibly », Dong-a Ilbo, Séoul, 7 mars 2023. (8) « Return to overwork », The Korea Times, 8 mars 2023. (9) « Labor reform plan », The Korea Times, 14 décembre 2022. (10) « Korea labor policy agenda 2020 », Korea Labor & Society Institute Friedrich-Ebert-Stiftung, Korea Office, Séoul, septembre 2020. (11) Observatoire national du suicide, « Quatrième rapport », direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), Paris, juin 2020. (12) Kevin Gray, Labour and Development in East Asia. Social Forces and Passive Revolution, Routledge, Londres, 2014. (13) Cité par Lee Nam-hee, The Making of Mijung. Democracy and the Politics of Representation in South Korea, Cornell University Press, Ithaca (États-Unis), 2009.

MAURITANIE

Vers l'autosuffisance dans le domaine des pâturages

L'exécution préliminaire du projet Okar, qui contribuera à l'autosuffisance dans le domaine des pâturages a fait l'objet, d'une convention, signée par le ministre de l'Élevage, M. Hmdeit Ould Cheine, et le Représentant de la FAO en Mauritanie, M. Huynh Anh Tai Alexandre.

Financé par la Banque africaine de développement, le projet vise à déterminer les perspectives d'exploitation des ressources naturelles de notre pays liées à la fourniture de l'autosuffisance dans le domaine du pâturage en raison des conditions régionales environnementales. L'étude préliminaire du projet permettra, également, d'identifier les voies des études ultérieures sur le développement de la région d'Okar, qui revêt une importance stratégique capitale pour la Mauritanie pour notre pays.

CONSEIL DE COORDINATION SAOUDO-BAHREÏNI DISCUTE SUR L'ÉNERGIE ET LE COMMERCE

Renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays

Ce Conseil de coordination a été créé en juillet 2019 et supervise tous les domaines de coopération et de travail conjoint entre l'Arabie saoudite et Bahreïn. Les deux parties ont passé en revue les principales initiatives du comité et leurs mécanismes de mise en œuvre. Le Conseil de coordination saoudo-bahreïni a tenu une réunion de son Comité de l'économie, de l'énergie, du commerce et de l'industrie pour discuter des moyens de renforcer la coopération bilatérale. La troisième réunion de ce type, qui s'est tenue virtuellement, était coprésidée par le ministre saoudien de l'Économie et de la Planification, Faisal al-Ibrahim, et le ministre bahreïni des Finances et de l'Économie nationale, le cheikh Salmane ben Khalifa. Les deux parties ont passé en revue les principales initiatives du comité et leurs mécanismes de mise en œuvre, ainsi que les moyens de renforcer la coopération économique afin d'atteindre les intérêts communs. Il vise à atteindre cet objectif par un travail institutionnel régulier et durable afin d'élever le niveau de coopération dans les domaines politique, économique, sécuritaire, militaire, de l'investissement, de la culture et du développement.

EGYPTE

616 millions \$ du Fonds monétaire arabe pour améliorer l'efficacité des secteurs financier et bancaire

L'institution financière panarabe souligne que le financement servira à renforcer l'infrastructure des systèmes de paiement, l'inclusion financière et le cadre réglementaire du secteur bancaire. Le Fonds monétaire arabe (FMA) a annoncé, dans un communiqué publié samedi 29 juillet, avoir accordé à l'Égypte un prêt de 616 millions de dollars pour accompagner la mise en place de réformes visant à améliorer l'efficacité des secteurs financier et bancaire.

L'institution financière panarabe, qui a pour mission de contribuer à assurer la stabilité financière dans les pays membres, a précisé que ce financement servira à renforcer l'infrastructure des systèmes de paiement, l'inclusion financière et le cadre réglementaire du secteur bancaire dans ce pays d'Afrique du Nord qui traverse l'une des pires crises

économiques de son histoire. Les factures d'importation de produits alimentaires et de carburant ont significativement gonflé depuis le début de la guerre en Ukraine, alors que quelque 23 milliards de dollars d'investissements spéculatifs ont fui le pays. Le prêt du FMA intervient pendant que le Fonds monétaire international (FMI) tarde encore à décaisser une deuxième tranche de prêt à

l'Égypte dans le cadre du programme d'aide de 3 milliards de dollars ayant fait l'objet d'un accord entre le Caire et l'institution financière multilatérale en décembre dernier. Le décaissement de cette tranche d'un montant d'environ 347 millions de dollars était initialement prévu pour fin mars dernier, mais des retards dans la mise en œuvre de certaines réformes, dont la flexibilité totale du taux de change et la

cession de participations dans certaines entreprises d'Etat, ont conduit le FMI à reporter le versement des fonds. Selon l'agence de notation S&P Global Ratings, les besoins de l'Égypte en financements extérieurs sont estimés à environ 20 milliards de dollars au cours de l'exercice 2023/2024 (1er juillet/30 juin).

TUNISIE

AFC : Une performance de 18,82%

Durant le premier semestre de l'année en cours, le portefeuille recommandé par l'intermédiaire en Bourse AFC a réalisé une performance de 18,82% contre 10,47% pour le marché. C'est ce qu'a été édité dans la dernière revue semestrielle, qui retrace les bilans économique, boursier et obligataire des six premiers mois de l'année 2023, et présente la stratégie boursière préconisée par ses analystes pour le second semestre. La performance cumulée des portefeuilles sélectionnés par l'intermédiaire en Bourse depuis 2016 s'élève à 200% contre 77,7% pour le « Tunindex ». Pour le deuxième semestre, l'intermédiaire en Bourse a retenu dix titres, avec une stratégie d'investissements qui « s'oriente vers les valeurs résilientes dont les activités sont considérées comme résistantes aux aléas économiques et qui attirent les investisseurs en quête de placement serein ». Le portefeuille type de l'AFC comprend trois valeurs bancaires, qui sont la «

Biat », la « BT » et l'« UIB », deux valeurs de l'agroalimentaire, à savoir « Délice » et la « Sibt ». Aussi, « One Tech » et la « Sotuver » dans les industries, « SAH » et « SAM », dans les biens de consommation, et « TPR » pour le secteur des matériaux de construction.

Les revenus réalisés s'élèvent à 249,6 MD

La Société d'articles hygiéniques « SAH » vient de publier ses indicateurs d'activité au 30 juin dernier. Les revenus réalisés à la fin du premier semestre s'élèvent à 249,6 millions de dinars contre 224,4 millions de dinars au 30 juin 2022, soit une croissance de 11,2%. La production est calculée selon la formule : revenus hors taxes + variation des stocks de produits finis et des encours. Elle enregistre une variation proportionnelle à la variation des revenus et prend en compte les stocks des commandes non encore livrées. Les investissements au 30 juin 2023 s'élèvent à 4 086 millions de dinars contre

6 407 millions de dinars pour la même période en 2022. L'endettement s'élève au 30 juin 2023 à 250,4 millions de dinars contre 217,0 millions de dinars au 31 décembre 2022. S'agissant du groupe, au 30 juin 2023, les revenus nets consolidés ont atteint 438,0 millions de dinars contre 401,9 millions de dinars à fin juin 2022, soit un chiffre d'affaires additionnel de 36,1 millions de dinars et une hausse de 9%.

Compagnie d'Assurances « AMI » : Un CA en baisse de 21,4%

Jusqu'au 30 juin 2023, le chiffre d'affaires global de la compagnie d'assurances « AMI » s'est établi à 87,3 millions de dinars, contre 111 millions de dinars durant la même période une année auparavant, soit une régression de 21,4%. Compte non tenu de la réalisation d'un contrat important en assurance vie de 34 millions de dinars en 2022, les revenus auraient augmenté de 13,3%. L'assurance non vie affiche un CA de 74,6 millions de dinars,

contre 69,5 millions de dinars au 30 juin 2022, soit une progression de 7,3% provenant essentiellement de l'augmentation des primes émises des branches automobiles, Irds (gestion des sinistres) et santé. Les primes émises vie ont enregistré une diminution de 28,8 millions de dinars, passant de 41,5 millions de dinars à 12,7 millions de dinars entre juin 2022 et juin dernier. Si l'on exclut la réalisation d'un contrat important de 34 millions de dinars en 2022, l'évolution aurait été de +7%. Les sinistres réglés totalisent 46,5 millions de dinars, contre 53,9 millions de dinars à fin juin 2022, soit une diminution de 13,8%. Cette variation s'explique principalement par la baisse de la liquidation des sinistres, notamment pour la branche automobile de 8,4 millions de dinars.

POUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ POUR LES VOYAGEURS AYANT DES BESOINS SPÉCIAUX

L'Aéroport International Hamad obtient l'Accréditation du CIA

L'Aéroport International Hamad a annoncé obtenir l'Accréditation de l'amélioration de l'accessibilité pour les voyageurs ayant des besoins spéciaux du Conseil International des Aéroports (CIA). Lancé au mois d'août 2022, le programme d'accréditation met l'accent sur l'amélioration de l'accessibilité et du déplacement, garantissant des expériences similaires aux clients et aux voyageurs, et promouvoir un environnement plus inclusif dans l'industrie aéroportuaire. L'Aéroport International Hamad a affirmé, dans une déclaration publiée aujourd'hui, que cet exploit témoigne de son engagement à garantir des services d'accessibilité au sein de ses installations, en fournissant une vaste gamme de services aux passagers de l'aéroport et des installations conçues spécialement afin de répondre aux besoins des voyageurs à mobilité réduite, ayant des besoins spéciaux ou un handicap, tels que la Salla "Muzn", une salle sensorielle spéciale, des toilettes spécifiques, des

services de navette dans son vaste terminal, l'accès aux mises à jour de l'aéroport à travers des bureaux d'information avec des Représentants du service-client bien formés et une zone de soulagement des animaux propres aux passagers voyageant avec des animaux d'assistance. Commentant cette réalisation, Mr Ioannis Metsovitis, le premier Vice-chef des opérations de l'Aéroport International Hamad, a déclaré : " Nous sommes honorés de recevoir la célèbre Accréditation d'amélioration de l'accessibilité du CIA", précisant qu'à l'Aéroport International Hamad admet que l'accès au transport aérien est un Droit fondamental pour tous les voyageurs. De sa part, Mr Stefano Baronci, le Directeur général du CIA dans la région de l'Asie-Pacifique, a déclaré : " Cette accréditation témoigne de l'engagement de l'Aéroport International Hamad à offrir une accessibilité sûre et sans difficultés à tous les types de voyageurs aériens. Il a également exprimé l'espoir que cette accréditation incite à

viser l'excellence en matière d'accessibilité et à promouvoir un environnement plus inclusif dans l'industrie aéroportuaire. Il a rajouté : " Nous croyons, au CIA de la région de l'Asie-Pacifique, que chaque passager mérite d'avoir l'accès à une expérience aéroportuaire transparente, et nous sommes fiers d'être les leaders du changement grâce à cette initiative." En effet, cet exploit exceptionnel établit une nouvelle référence pour les aéroports du Moyen-Orient, inspirant l'industrie aéroportuaire à rechercher l'accessibilité et l'inclusivité. L'Aéroport International Hamad, qui a commencé ses opérations en 2014, demeure déterminé à poursuivre ses efforts afin de soutenir le bien-être environnemental, social et de gouvernance du système de transport aérien, tout en maintenant sa position de centre international leader de l'aviation dans le monde.

GHANA

Le gouvernement abaisse ses prévisions de croissance pour 2023

Le ralentissement de la croissance prévu durant l'exercice en cours s'explique notamment par les mesures d'austérité budgétaires convenues avec le FMI et la mauvaise conjoncture économique mondiale.

Le gouvernement ghanéen a abaissé ses prévisions de croissance économique pour 2023 à 1,5% contre une précédente estimation de 2,8%, en raison notamment de l'impact des mesures d'austérité budgétaires engagées dans le cadre d'un programme de réformes soutenu par le Fonds monétaire international (FMI) et au ralentissement de l'économie mondiale, a annoncé le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, lundi 31 juillet. « La révision à la baisse des prévi-

sions de croissance pour 2023 est une indication d'un ralentissement général de l'économie, sous l'effet de plusieurs facteurs tels que le plan d'assainissement budgétaire et la conjoncture mondiale difficile », a-t-il déclaré devant les députés lors de la revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice 2023. Le ministre a cependant annoncé un rebond de la croissance économique à partir de 2024. « La croissance globale du PIB devrait rebondir à 2,8 % en 2024, avant de grimper à 4,7 % en 2025

et à 4,9% en 2026 », a-t-il souligné. Aux prises avec une grave crise économique consécutive au ralentissement provoqué par la pandémie du coronavirus et les retombées de la guerre en Ukraine, le Ghana a entamé un processus de restructuration de la majeure partie de sa dette extérieure qui siphonnait environ 70% des recettes publiques. Ce pays d'Afrique de l'Ouest a déjà signé un accord sur la restructuration de sa dette extérieure avec ses créanciers officiels, ce qui a

ouvert la voie au décaissement d'un financement de 600 millions de dollars par le FMI dans le cadre d'un programme d'aide de 3 milliards de dollars. Accra espère également signer un autre accord avec les créanciers privés qui détiennent environ 45% de la dette extérieure du pays durant les prochains mois. Le programme d'aide du FMI vise notamment à accompagner des réformes portant sur le rétablissement de la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette.

DANS PLUSIEURS PAYS AFRICAINS

FSD Africa soutiendra l'émission d'un milliard \$ d'obligations vertes et de « Gender Bonds »

L'institution spécialisée dans le développement des marchés financiers africains fournira une assistance technique aux émetteurs potentiels dans des pays tels que le Maroc, le Nigeria, le Kenya et la Zambie. FSD Africa (Financial Sector Deepening Africa), l'agence de développement financée par le gouvernement britannique, accompagnera des émetteurs potentiels d'obligations vertes et d'obligations de genre (Gender Bonds) dans plusieurs pays africains pour mobiliser une enveloppe totale d'un milliard de dollars durant les douze prochains mois, a rapporté Bloomberg, le 27 juillet, citant un dirigeant de l'institution. « Nous voulons intensifier le travail que nous avons accompli en soutenant l'émission d'obligations vertes et d'obligations de genre. Notre objectif est de lever au moins un milliard de dollars dans différentes transactions au cours des douze prochains mois », a déclaré Evans Osano, directeur des marchés de capitaux à la FSD. Selon lui, les fonds levés serviront notamment à la promotion de projets dans les domaines de l'émission de crédits carbone, de la protection de la biodiversité, de la promotion de l'entrepreneuriat féminin et de la construction

d'infrastructures dans plusieurs pays, dont le Maroc, le Nigeria, le Kenya, la Zambie, la Tanzanie et l'île Maurice. Bien qu'elle ne représente que moins de 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'Afrique est l'une des régions les plus touchées par le changement climatique. Ce continent ne reçoit cependant que 30 milliards de dollars par an de financements climatiques, alors que ses besoins sont évalués à 277 milliards de dollars par an. « Pour contribuer à combler ce déficit de financements dédiés à la lutte contre le dérèglement du climat et à l'adaptation à ses effets, la FSD fournira une assistance technique sous forme de développement de produits, de renforcement des capacités et de mise d'infrastructures de marché à la disposition des émetteurs d'obligations », a expliqué M. Osano. Spécialisée dans le développement des marchés financiers en Afrique, FSD Africa a déjà contribué à la mobilisation de 434 millions de dollars de financements climatiques dans des pays africains au cours des cinq dernières années.

SOMALIE

La Banque mondiale accorde 75 millions \$ dans le cadre de l'Initiative en faveur des PPTE

Malgré les nombreux chocs, la Somalie a su mettre en place des réformes institutionnelles, afin de pouvoir alléger sa dette, selon la Banque mondiale. En soutien aux efforts fournis, l'institution a accordé un appui financier au pays dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE. La Somalie a obtenu 75 millions \$ de la Banque mondiale dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). C'est ce qu'indique un communiqué de l'institution publié lundi 31 juillet. Cet appui financier, le deuxième d'une série de subventions, a pour but d'aider le pays à « progresser sur la voie de la qualification pour un allègement total et irrévocable de la dette », précise le communiqué. L'institution de Bretton Woods a déclaré aussi que le gouvernement somalien a mis en œuvre un programme de réforme ambitieux, aligné sur le neu-

vième plan de développement national. Celui-ci concerne de nombreux domaines prioritaires dont plusieurs sont soutenus par le financement de la politique de développement (DPF). Ils visent en outre à renforcer les institutions, attirer les investissements et parvenir à une croissance économique inclusive et à la création d'emplois. La note d'information rapporte également l'approbation de nouvelles lois par ce pays de la Corne de l'Afrique, qui établissent un environnement institutionnel dans des secteurs clés tels que la pêche et l'électricité, afin de développer des secteurs à fort potentiel de croissance économique. « Malgré de multiples chocs, la Somalie maintient la stabilité macroéconomique. Ces réformes de renforcement des institutions rapprochent le pays de l'objectif d'allègement de la dette, qui effacera l'héritage des emprunts

contractés pendant la période d'avant la guerre civile, tournant ainsi une nouvelle page dans la trajectoire de développement du pays », a souligné la Banque. Pour rappel, la Somalie, qui a été ravagée par plusieurs décennies de guerre civile, cherche à obtenir un allègement radical de sa dette extérieure dans le cadre de l'initiative en faveur des (PPTE). Lors du Sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Saint-Petersbourg du 27 au 28 juillet derniers, la Russie a accordé un allègement de la dette d'environ 684 millions \$ au pays. En 2022, le Fonds monétaire international a estimé que Mogadiscio pourrait atteindre le point d'achèvement du processus d'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE d'ici fin 2023. Cela permettra au pays de réduire sa dette de 5,2 milliards \$ actuellement à environ 550 millions \$.

ANGOLA

Le gouvernement prépare un appel d'offres pour la gestion du futur aéroport de Luanda

Sur le modèle d'un aéroport, le projet du nouvel aéroport de Luanda est annoncé comme un catalyseur qui accélérera l'urbanisation des périphéries de la ville et aidera l'Angola à devenir une plaque tournante régionale l'aviation civile. Le gouvernement angolais lancera en septembre prochain un appel d'offres international en vue de sélectionner un exploitant pour le nouvel aéroport international de Luanda (NAIL), d'après le ministre des Transports, Ricardo D'Abreu. « Nous préparons les pièces nécessaires au lancement d'une compétition internationale. Nous devrions lancer cet appel d'offres international en septembre 2023 », a-t-il déclaré.

Le chantier est dans sa phase de finalisation selon les autorités, notamment pour les travaux de génie civil alors que les procédures sont en cours pour la certification par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) afin de permettre l'opérationnalisation de l'aéroport telle qu'annoncée pour d'ici décembre 2023. En raison de nombreuses modifications architecturales liées à des défauts techniques, ce projet en cours depuis 2007, a connu plusieurs années d'interruption des travaux. L'infrastructure en construction à 40 km au sud-est du centre-ville de Luanda, est prévue pour relayer le principal aéroport existant afin de suivre la progression du trafic et aider à desservir particulièrement les pays d'Afrique centrale et australe. D'après un nouveau plan dévoilé en mars dernier par le ministère des Transports, la nouvelle plateforme devrait être reliée à un réseau ferroviaire pour atténuer les difficultés d'interconnexion avec le centre-ville de la capitale. Une fois opérationnelle, la plateforme pourrait traiter jusqu'à 15 millions de passagers et près de 50 000 tonnes de marchandises par an.

KENYA

Le service de la dette a siphonné 59% des recettes fiscales durant l'exercice 2022-2023

Sous l'administration de l'ex-président Uhuru Kenyatta, le Kenya avait contracté des prêts à tour de bras sur les marchés internationaux et auprès de la Chine pour financer de très coûteux projets d'infrastructures.

Les coûts du service de la dette du Kenya ont siphonné 59 % des recettes fiscales du pays au cours de l'exercice fiscal 2022-2023 qui s'est achevé en juin dernier, soit la proportion la plus élevée depuis plus d'une décennie, selon un rapport publié lundi 24 juillet par le Trésor national. Le ratio service de la dette/recettes fiscales s'était limité à 56,7 % durant l'exercice précédent, a-t-on précisé de même source.

Le gouvernement du président William Ruto, élu en août 2022, s'est engagé à restaurer les équilibres des finances publiques du pays en augmentant la collecte des recettes pour tenter d'alléger le fardeau de la dette nationale. De nombreuses mesures allant dans ce sens, dont le doublement de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits pétroliers et la réduction du rythme d'augmentation des salaires dans la fonction publique, ont été déjà prises. Les autorités œuvrent également à réduire les stocks de dettes du pays en renonçant à l'émission d'euro-obligations et en se tournant vers les prêts concessionnels accordés par les bailleurs de fonds multilatéraux tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Sous le règne de l'ancien président Uhuru Kenyatta, le Kenya avait contracté des prêts à tour de bras sur les marchés internationaux et auprès de la Chine pour financer de très coûteux projets d'infrastructures, une démarche qui avait alors suscité des critiques de l'opposition et des inquiétudes de la part des agences de notation.

CAC40

La consolidation se poursuit, au contact des 7300 pts

Après avoir lâché 1,2% hier, la bourse de Paris poursuit sa phase de consolidation: l'indice parisien cède 1,4% ce matin, retombant au contact des 7300 points, alors que les quarante valeurs du CAC sont à la baisse.

Les investisseurs semblent avoir été refroidis hier par les indices d'activité PMI signalant la plus forte détérioration de la conjoncture industrielle dans la zone euro depuis mai 2020.

Dans un marché en hausse de 15% depuis le début de l'année, ces chiffres décevants ont servi de prétexte aux investisseurs pour prendre une partie de leurs bénéfices.

Beaucoup de bonnes nouvelles semblant déjà intégrées dans les cours, les investisseurs préfèrent reprendre leur souffle en attendant d'y voir un peu plus clair.

Autre motif de prudence, cela fait maintenant cinq séances que les taux se dégradent, avec une situation qui a nettement empiré hier.

Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à 10 ans campe désormais bien au-dessus du seuil des 4%, à des plus hauts annuels, tandis que et des T-Notes à six mois dépassent les 5,50%, c'est-à-dire le haut de la fourchette du principal taux directeur actuel de la Fed.

Fitch Ratings a annoncé hier soir avoir abaissé d'un cran la note de la dette souveraine à long terme des Etats-Unis, à 'AA+' contre 'AAA' jusqu'ici, arguant de la détérioration financière du pays.

Le dix ans allemand, référence pour la région, se tend nettement à 2,55%, comme son équivalent français qui atteint maintenant 3,09%.

Au chapitre économique, l'enquête ADP sera suivie de près par les investisseurs en début d'après-midi, même si ce sont surtout les chiffres de l'emploi de vendredi qui compteront.

EUROPE

La dégradation de Fitch sur les USA inquiète

Les Bourses européennes s'inscrivent en fortes baisses ce mercredi (-1,7% à Londres, -1,6% à Francfort, -1,4% à Paris), dans un contexte de craintes ravivées au sujet de la dette des Etats-Unis après la dégradation cette nuit de la note de Fitch.

L'agence a en effet abaissé d'un cran sa note attribuée à la dette souveraine à long terme des Etats-Unis, à 'AA+' contre 'AAA' jusqu'ici, en raison de la récente détérioration et de perspectives d'aggravation à venir de la situation budgétaire du pays. De plus, le gouvernement ne dispose pas de cadre budgétaire à moyen terme, contrairement à d'autres Etats, et doit faire face à un processus budgétaire complexe, pointe Fitch, qui a toutefois mis un terme à sa surveillance négative. 'De toute évidence, le fait que S&P ait en premier dégradé sa note il y a 12 ans a permis aux investisseurs de s'adapter au fait que le marché obligataire le plus important au monde n'était plus un AAA pur', tempère-t-on chez Deutsche Bank. De ce côté-ci de l'Atlantique, en l'absence de statistiques majeures avant jeudi matin, les opérateurs concentrent leur attention sur les publications trimestrielles, sanctionnant lourdement l'équipementier médical allemand Siemens Healthineers (-7%).

BOURSES ASIATIQUES

Tokyo et Hong Kong déprimées par les États-Unis et la Chine

Les principales Bourses européennes sont attendues stables mardi à l'ouverture, dans un contexte de prudence après des indicateurs économiques mitigés lundi et avant la publication de nouvelles données d'activité et de nouveaux résultats.

La Bourse de Tokyo a accusé mercredi de lourdes pertes sur fond de regain d'inquiétudes à l'égard des États-Unis, dont la note financière a été dégradée par l'agence Fitch, tandis que Hong Kong flanchait aussi à cause de données déprimantes sur l'immobilier en Chine.

PARIS

Le repli se poursuit, tombe sous les 7300 points

Après avoir lâché 1,2% hier, la bourse de Paris poursuit sa phase de consolidation: l'indice parisien cède 1,4% ce matin, retombant juste sous les 7300 points, alors que les quarante valeurs du CAC sont en rouge.

Les investisseurs semblent avoir été refroidis hier par les indices d'activité PMI signalant la plus forte détérioration de la conjoncture industrielle dans la zone euro depuis mai 2020.

Dans un marché en hausse de 15% depuis le début de l'année, ces chiffres décevants ont servi de prétexte aux investisseurs pour prendre une partie de leurs bénéfices.

Beaucoup de bonnes nouvelles semblant déjà intégrées dans les cours, les investisseurs préfèrent reprendre leur souffle en attendant d'y voir un peu plus clair.

Autre motif de prudence, cela fait maintenant cinq séances que les taux se dégradent, avec une situation qui a nettement empiré hier. Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à 10 ans campe désormais bien au-dessus du seuil des 4%, à des plus hauts annuels, tandis que et des T-Notes à six mois dépassent les 5,50%, c'est-à-dire le haut de la fourchette du principal taux directeur actuel de la Fed. Fitch Ratings a annoncé hier soir avoir abaissé d'un cran la note de la dette souveraine à long terme des Etats-Unis, à 'AA+' contre 'AAA' jusqu'ici, arguant de la détérioration financière du pays.

Le dix ans allemand, référence pour la région, se tend nettement à 2,55%, comme son équivalent fran-

çais qui atteint maintenant 3,09%. Au chapitre économique, l'enquête ADP sera suivie de près par les investisseurs en début d'après-midi, même si ce sont surtout les chiffres de l'emploi de vendredi qui compteront. La séance à Wall Street sera animée entre autres par les publications de Qualcomm, PayPal et Kraft Heinz. Dans l'actualité des résultats en Europe, Ferrari, Siemens Healthineers et Telecom Italia doivent également publier leurs comptes.

Le marché pétrolier, qui est orienté à la hausse depuis plus d'un mois, poursuit sa remontée en attendant la publication, dans l'après-midi, des stocks de brut aux Etats-Unis.

Dans l'actualité des sociétés tricolores, Bonduelle a publié hier soir un chiffre d'affaires groupe de 2 406,2 millions d'euros au titre de l'exercice 2022-2023 clos le 30 juin 2023, en croissance de +9,2% en données publiées et +5,0% en données comparables par rapport à l'exercice précédent. Ce matin, la société d'électronique Actia annonce avoir enregistré une croissance de 12,2% de son chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2023, à 150,5 millions d'euros, portant son cumul sur le premier semestre à 288,7 millions, en augmentation de 16,2%.

Enfin, Solvay annonce que son fonds de capital-risque Solvay Ventures a investi dans Compact Membrane Systems (CMS), dans le cadre des efforts continus du groupe belge pour 'investir dans des solutions durables et développer son offre et son expertise dans ce domaine'.

Seng chutait, lui, de 2,51% vers 06H30 GMT, alors que les ventes dans l'immobilier neuf en Chine ont connu en juillet leur plus forte chute depuis un an. Fitch a retiré mardi aux Etats-Unis leur précieuse note AAA et l'a abaissée d'un cran (à AA+), une première depuis 2011, et une décision choc qui a pesé mercredi sur les marchés asiatiques. L'agence de notation financière a justifié cette dégradation par les conséquences des «impasses répétées sur le plafond de la dette (américaine, NDLR) et des résolutions de dernière minute» à cause de batailles politiques exploitant le sujet.

Pour ne rien arranger, l'activité manufacturière aux Etats-Unis s'est contractée en juillet pour un neuvième mois d'affilée et plus que prévu, selon des données ISM publiées mardi.

Nomura se noie

L'action de Nomura, principale maison de courtage japonaise, s'est effondrée mercredi de 8,52% à Tokyo, sa pire glissade sur une séance depuis plus de

deux ans, plombant dans son sillage toutes les valeurs financières japonaises.

Nomura avait publié mardi après la clôture de la Bourse des résultats trimestriels largement inférieurs aux attentes, notamment à cause de difficultés dans ses activités à l'étranger.

Le yen se renforçait face au dollar, qui valait 142,65 yens vers 06H45 GMT contre 143,34 yens mardi à 21H00 GMT. La monnaie japonaise s'appréciait aussi par rapport à l'euro, qui se négociait pour 156,81 yens contre 157,45 yens la veille. L'euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0994 dollar contre 1,0984 mardi à 21H00 GMT.

Le marché du pétrole était en rebond en raison d'une chute attendue des réserves hebdomadaires de brut aux Etats-Unis. Vers 06H40 GMT, le baril de WTI américain reprenait 0,97% à 82,16 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord avançait de 0,93% à 85,70 dollars.

Cours du : 02 Août 2023
Valeur : 04 Août 2023

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	135.6332	135.6482
1	EUR EURO	148.7761	148.8468
1	GBP POUND STERLING	173.3775	173.4632
100	JPY JAPANESE YEN	94.9879	95.0050
1	CNY CHINESE YUAN	18.8788	18.8823
1	CHF SWISS FRANC	154.8324	154.9203
1	CAD CANADIAN DOLLAR	101.9262	101.9758
1	DKK DANISH KRONE	20.0037	20.0080
1	SEK SWEDISH KRONA	12.7693	12.7757
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.3027	13.3095
1	AED UAE DIRHAM	36.9251	36.9312
1	SAR SAUDI RIYAL	36.1486	36.1545
1	KWD KUWAITI DINAR	440.9402	441.1324
1	TND TUNISIAN DINAR	43.7210	44.1605
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.7641	13.7657
1	LYD LIBYAN DINAR	28.2604	28.4050
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5693	3.5697
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.7145	181.7145

RALENTISSEMENT DES VENTES EN CHINE

Les entreprises internationales s'inquiètent

De grandes entreprises internationales, de Nissan à Unilever en passant par Caterpillar, ont mis en garde contre le ralentissement de la croissance des bénéfices en Chine, qui voit sa reprise post-COVID s'essouffler.

Le redressement économique du pays a été limité à une poignée de secteurs comme la restauration et le luxe, ce qui a profité au géant français LVMH ou à la chaîne de café Starbucks, par exemple.

Mais même ces puissants acteurs se sont abstenus de relever leurs perspectives pour la Chine, tandis que des entreprises de biens de consommation telles que Procter & Gamble, L'Oréal et Coca-Cola ont adopté une position prudente. "Ce que nous voyons, c'est un consommateur très prudent en Chine, un marché immobilier en déclin et une demande d'exportation réduite", a déclaré la semaine dernière Graeme Pitkethly, directeur financier d'Unilever, lors d'une conférence téléphonique sur les résultats d'avril-juin.

"En outre, le taux de chômage est élevé en Chine, en particulier chez les jeunes (...). Pour autant que nous puissions en juger, nous sommes au point le plus bas de l'histoire en matière de confiance des consommateurs chinois", a-t-il ajouté.

Les constructeurs automobiles mondiaux doivent également faire face à une concurrence accrue des marques locales, qui, pour la première fois, ont pris le dessus au premier semestre avec une part de marché supérieure à 50%.

Jeudi, l'allemand Volkswagen a réduit son objectif de chiffre d'affaires annuel en raison d'une baisse des ventes en Chine, son principal marché.

Dans le secteur technologique, les fabricants de puces Samsung et SK Hynix ont souligné que la réouverture de la Chine n'avait pas réussi à relancer le marché des smartphones et qu'ils prolongeaient les réductions de production de puces mémoire NAND.

Même Apple, qui publiera jeudi ses résultats, devrait afficher des ventes d'iPhone stables sur son troisième marché le plus important. Les principales entreprises minières et les fabricants d'engins de chantier ont également souffert de l'affaiblissement prolongé du secteur de l'immobilier.

"Nous avons indiqué lors de notre dernière conférence sur les résultats que nous nous attendions à ce que les ventes en Chine soient inférieures à nos 5%-10% habituels. Nous nous attendons maintenant à une nouvelle faiblesse, car le secteur des excavateurs de 10 tonnes et plus a décliné encore plus que nous ne l'avions prévu", a déclaré mardi Jim Umpleby, le patron de Caterpillar.

Néanmoins, Rio Tinto, premier producteur mondial de minerai de fer, fait preuve d'un optimisme prudent à l'égard de l'économie chinoise, Pékin s'étant engagé à mettre en place de nouvelles mesures pour relancer la croissance.

"Notre expérience avec la Chine est que si les choses vont moins bien, les Chinois ont une capacité assez impressionnante à gérer l'économie", a déclaré le directeur général de Rio Tinto, Jacob Stausholm, la semaine dernière.

Le luxe s'en sort bien

Les restaurants et les entreprises de produits de luxe ont été parmi les rares bénéficiaires des dépenses des consommateurs à la suite de la levée des restrictions sanitaires.

Starbucks a fait état d'une hausse de 46% de ses ventes à périmètre comparable en Chine au troisième trimestre ; un rebond conforme à ses attentes et qui devrait durer, ont déclaré mardi des responsables de l'entreprise lors d'une conférence de presse.

Yum China, propriétaire en Chine continentale des chaînes de restauration rapide KFC et Pizza Hut, a fait état d'une progression de 25% de son chiffre d'affaires au deuxième trimestre mais a indiqué que le montant des dépenses par personne avaient diminué, les consommateurs devenant plus "rationnels".

LVMH, dont les 75 marques incluent Louis Vuitton, Dior et le joaillier Tiffany, a vu ses ventes sur la période avril-juin croître de 17%, légèrement au-dessus du consensus grâce à un rebond en Chine, mais s'est abstenu de donner des perspectives pour le reste de l'année.

"L'ambiance mondiale n'est pas dans le 'revenge buying' qu'on a connu en 2021 et 2022, donc on parle de normalisation plutôt que d'autre chose", a dit le directeur financier de groupe, Jean-Jacques Guiony. "On n'a pas de visibilité, on n'est pas pessimiste et en Chine on n'a pas de raison de l'être."

INDUSTRIE SUISSE

L'indice des directeurs d'achat au plus bas depuis 2009 en juillet

L'indice des directeurs d'achat (PMI) dans l'industrie en Suisse est revenu à son plus bas niveau depuis avril 2009 durant le mois de juillet, les industriels étant davantage enclins à réduire leurs stocks face à une baisse des carnets de commandes.

Cet indice a perdu 6,4 points en juillet pour tomber à 38,5 points, loin derrière le seuil de croissance qui se situe à 50 points, a indiqué mercredi dans un communiqué la banque Credit Suisse qui le calcule tous les mois avec Procure.ch, l'association qui représente les directeurs d'achat. Ce chiffre ne doit pas être « surinterprété », précise la banque, absorbée mi-juin par son ex-

concurrente UBS, « d'autant plus qu'en été, des facteurs saisonniers peuvent aussi influencer les statistiques », ajoute-t-elle. Néanmoins, cet indicateur « se situe maintenant en territoire négatif pour le septième mois consécutif », observe-t-elle.

Ses économistes notent que la production diminue partout, accusant un repli comme elle n'en avait plus connu « depuis le début de la pandémie de coronavirus ou encore la crise financière mondiale ». De plus, la baisse des carnets de commandes a accéléré en juillet, « ce qui laisse peu d'espoir pour une reprise de la production à court terme », considèrent-ils.

En dépit d'une baisse généralisée

des prix à l'achat et d'un raccourcissement des délais de livraison, les entreprises industrielles « n'ont jamais acheté aussi peu » depuis la création de cet indice en 1995. Au cours des deux dernières années, les entreprises ont gonflé leurs stocks pour « parer aux difficultés d'approvisionnement », rappellent ces économistes, alors que de nombreux composants et matières premières étaient très difficiles à obtenir depuis que l'économie avait redémarré au sortir des confinements. Mais « un changement de paradigme » est à l'œuvre, selon eux. « Les stocks pourraient désormais passer pour exagérés », avertissent-ils.

Les indicateurs pour l'économie

suisse sont actuellement contrastés. En juillet, le baromètre du KOF, un indicateur considéré comme une référence en Suisse pour pister l'évolution à court terme de son produit intérieur brut, s'est très légèrement redressé après avoir chuté tout au long du deuxième trimestre. Il reste cependant à un niveau faible, a reconnu le centre de recherches conjoncturelles de l'École polytechnique fédérale de Zurich, qui compile ce baromètre tous les mois, estimant que « l'environnement conjoncturel reste difficile pour l'économie suisse ».

DETTE

Fitch dégrade la note souveraine des Etats-Unis

Après S&P en 2011, Fitch dégrade la note des Etats-Unis, à AA+. L'agence de notation pointe les crises politiques à répétition créées par le relèvement du plafond de la dette qui ont érodé la gouvernance du pays pour justifier sa décision. Pour autant, les Etats-Unis restent une « économie bien diversifiée » qui n'ont aucune difficulté à emprunter.

Cela sonne comme un avertissement. Les Etats-Unis ont perdu mardi leur précieuse notation AAA, une première depuis 2011, l'agence Fitch l'ayant à son tour dégradée d'un cran, à AA+.

L'agence S&P avait été la première à priver les Etats-Unis du « triple A » en 2011, et n'a depuis pas relevé la note, restée à AA+. Seule l'agence Moody's attribue toujours, à ce stade, la meilleure note de crédit à la dette de la première économie du monde.

Fitch a justifié sa décision mardi en premier lieu par les conséquences des « impasses répétées sur le plafond de la dette », soulignant que ces « affrontements politiques (...) et les résolutions de dernière minute ont érodé la confiance dans la gestion budgétaire ». Régulièrement, le plafond de la dette nécessite

d'être relevé par le Congrès pour que le pays échappe au défaut de paiement. Cette procédure est devenue l'objet d'une intense bataille politique à répétition. Ainsi, début juin, l'administration du président démocrate Joe Biden et l'opposition républicaine avaient trouvé un accord in extremis.

Pourtant, au-delà de cet accord, « il y a eu une détérioration constante des normes de gouvernance au cours des 20 dernières années, y compris en matière budgétaire et de dette », a déploré Fitch.

Pas d'inquiétude des marchés financiers

Sa décision, inattendue et inédite depuis plus de 10 ans au sein des trois principales agences de notation, ne semblait cependant pas inquiéter les analystes interrogés mardi soir par l'AFP. « Je ne m'attends pas à ce que la dégradation ait un impact durable sur le marché », a ainsi commenté John Canavan, d'Oxford Economics, qui n'anticipe pas de « volatilité majeure » à l'ouverture des marchés américains mercredi matin. A court terme, néanmoins, cela « pourrait conduire certains investisseurs à réduire leur exposition au Trésor », relève pour sa part Mickey Levy, de Berenberg.

Mais à plus long terme, il ne voit « aucune implication sérieuse. Je pense que tout le monde est tout à fait conscient de la situation de la dette croissante ».

« Nous désapprouvons fortement cette décision », a réagi la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre, dans un communiqué, accusant l'administration du précédent président des Etats-Unis, le républicain Donald Trump, d'avoir conduit à une dégradation des critères pris en compte par Fitch pour établir ses notes. « Il va à l'encontre de la réalité de dégrader les Etats-Unis à un moment où le président Biden a réalisé la plus forte reprise de toutes les grandes économies du monde », a-t-elle ajouté. En ligne de mire de l'administration Biden : la réforme fiscale de Donald Trump en 2017, qui avait réduit les impôts des plus riches et ceux des sociétés. Les républicains, de leur côté, accusent régulièrement les démocrates de réaliser des dépenses insensées.

En cause : réductions d'impôt et nouvelles initiatives de dépenses

Les réductions d'impôts, mais aussi d'importantes dépenses, ont également été pointées

du doigt par Fitch dans sa décision, sans cependant cibler une administration spécifique. La « détérioration budgétaire attendue au cours des trois prochaines années », ainsi qu'« une charge de la dette publique élevée et croissante », représentent ainsi des risques importants, selon l'agence de notation. « Le gouvernement ne dispose pas d'un cadre budgétaire à moyen terme (...) et a un processus budgétaire complexe. Ces facteurs, ainsi que plusieurs chocs économiques, des réductions d'impôt et de nouvelles initiatives de dépenses, ont contribué à des augmentations successives de la dette au cours de la dernière décennie », a relevé Fitch. « En outre, seuls des progrès limités ont été réalisés pour relever les défis à moyen terme liés à l'augmentation des coûts du régime de retraite et de l'assurance-maladie en raison du vieillissement de la population », a encore souligné l'agence de notation.

Fitch avait averti, fin mai, qu'elle pourrait dégrader la note des Etats-Unis, en raison du risque de défaut de paiement. La perspective, elle, passe de négative à stable, ce qui signifie que Fitch n'anticipe pas de nouvelle dégradation à court terme.

UNION EUROPÉENNE

Le projet de taxation du kérosène des avions dans l'impasse

Le projet de l'Union européenne (UE) de taxation du kérosène utilisé dans l'aviation est dans l'impasse, les 27 ayant du mal à s'entendre pour rendre les carburants verts moins chers et les carburants fossiles plus onéreux, selon des diplomates. Les pays de l'UE négocient une révision des taxes sur l'énergie, qui n'ont pas été mises à jour depuis 2003, afin de prendre en compte leurs objectifs climatiques. Toutefois, deux ans après que l'exécutif européen a proposé une loi visant à taxer pour la première fois le kérosène, aucun accord n'est encore en vue, les désaccords portant notamment sur la mise en place d'une taxe minimale à l'échelle de l'UE pour ces carburants qui échappent actuellement à tout prélèvement.

"Nous ne nous attendons pas à ce que les divergences entre les pays soient résolues pendant la présidence espagnole" qui se terminera à la fin de l'année, explique un diplomate européen. Modifier la politique fiscale de l'UE nécessite l'unanimité des Etats membres.

Un porte-parole de la Commission européenne a déclaré que la révision de la politique fiscale "supprimerait les exonérations obsolètes et les taux préférentiels qui encouragent l'utilisation de combustibles fossiles". La proposition prévoit une augmentation progressive, sur une période de dix ans, du taux d'imposition minimal applicable au carburant utilisé pour les vols en Europe, tandis que les carburants durables bénéficieraient d'une exonération fiscale de dix ans afin d'encourager leur utilisation.

LIGIER MYLI ÉLECTRIQUE

L'anti-AMI à prix ennemi, mais avec autonomie

La Renault Twizy, mais surtout, la Citroën AMI, ont défriché le terrain de la voiturette électrique sans permis, accessible dès 14 ans. Ligier, le bien connu fabricant de petites voitures, se lance lui aussi sur le créneau, avec la Myli. Bien plus chère, certes, que l'AMI, elle en offre aussi beaucoup plus, avec le choix côté autonomies. Un essai décalé sur Caradisiac, de la version 8,28 kWh E.PIC.



La voiturette, ce moyen de mobilité plébiscité à la fois par les personnes d'un certain âge, en zone rurale (souvent des veuves), et par les ados des zones urbaines (50 % de la clientèle), on n'en parlait pas souvent sur Caradisiac, et on n'en essayait encore moins. Mais ça, c'était avant. À l'époque des modèles thermiques, avant que la mobilité électrique ne fasse sa grande entrée sur le marché, avant que Renault ne sorte son modèle Twizy 45, mais surtout, avant que Citroën ne sorte son AMI, qui a posé une sorte de jalon sur le marché de la micromobilité électrique à quatre roues. Du coup, On s'y est mis, et on a essayé, et même comparé la Citroën AMI. Mais il n'y a pas que nous qui nous y sommes mis. Les constructeurs historiques de voiturettes "sans permis" thermiques ont aussi rapide-

ment emboîté le pas à Citroën, pour proposer des produits plus en rapport avec la tendance lourde à l'électrification du marché. Car oui, il n'y a pas que les autos "normales" qui s'électrifient, les voiturettes aussi désormais, avec des propositions donc chez Renault, Citroën, mais aussi Aixam (e-City, e-Coupé, e-Crossover), et désormais Ligier. La Myli mesure 2,96 m de long, c'est 55 cm de plus qu'une Citroën AMI, mais ça reste très court. Vue de 3/4 arrière. La lunette peut être entièrement vitrée, ou comme ici, agrémentée de parements en plastique couleur carrosserie. C'est donc la toute dernière nouveauté de cette marque familiale, qui produit 20 000 véhicules par an, que nous essayons aujourd'hui. La Myli, pour "My Ligier", se veut une petite auto "à la carte", que le client

pourra adapter à ses besoins et à ses envies. Comme la Citroën AMI, et contrairement aux modèles Aixam, qui sont des thermiques adaptés à l'électrique, la Myli est étudiée dès le départ pour être 100 % électrique, avec une bonne intégration de la (ou des) batterie(s), sous le plancher.

De quoi parle-t-on ?

La Ligier Myli est ce qu'on appelle communément une voiturette, ou voiture sans permis, ce qui est à la base un abus de langage. En effet, même si elle est accessible dès 14 ans, sans permis B, il faut tout de même disposer du permis AM pour pouvoir la conduire (ancien BSR). Il faut donc suivre une formation de 8h, théorique et pratique, avec apprentissage des bases du Code de la route, pour s'en porter acquéreur (pour tous ceux nés depuis le 1er janvier 1989).

BMW M1

La seule BMW

totalement

"Motorsport"

Antithèse absolue du récent BMW XM, la M1 reste dans l'histoire de la marque allemande sa seule vraie super-sportive conçue en intégralité par son département « Motorsport ». Hélas, sa rareté en fait une machine absolument inabordable aujourd'hui.

Cette BMW M1 de 1979 affiche 71 000 km au compteur.

Il y a des autos de tous les genres sur La Centrale, y compris des modèles absolument hors normes qui possèdent de quoi faire frémir le passionné d'automobile. Intéressons-nous à certaines de ces machines spéciales.

En 1978, BMW ose finalement se lancer dans la catégorie des vraies voitures de sport face à Ferrari, Lamborghini ou Maserati. Inspirée du très joli concept-car BMW Turbo de 1972, la M1 affiche un dessin sculptural signé des mains de Giugiaro. Avec son moteur installé en position centrale arrière et ses proportions de berlinette d'exception, elle s'attaque aux meilleures références sportives de l'époque. Son six cylindres en ligne de 3,5 litres développant 277 chevaux peut paraître modeste par rapport aux V8 et autres douze cylindres de certaines concurrentes, mais ses performances n'ont absolument rien de ridicule. Avec son 0 à 100 km/h abattu en 5,6 secondes, elle bat les Ferrari 308 et 328 à cet exercice. Même la très exclusive 512 BB et son douze cylindres à plat de 360 chevaux se fait coiffer au poteau ! Ajoutez à cela un châssis entièrement mis au point par le département Motorsport de BMW, celui qui s'occupe depuis peu des versions sportives de la marque, et vous obtenez sur le papier une sportive de rêve incontournable.

Le style sculptural est signé Giugiaro.

Hélas, la M1 arrive à un moment pas vraiment idéal. Alors que l'industrie essaie toujours de se remettre du choc pétrolier, le prix de vente de la voiture (310 000 Francs soit environ 165 000€ actuels) est jugé trop élevé pour une BMW face à une Ferrari BB 512i à peine plus chère qu'elle. La BMW M1 se limitera finalement à 455 exemplaires routiers avant de disparaître en 1981. BMW n'a plus jamais osé revenir sur ce segment, même depuis que ses principaux concurrents Audi et Mercedes s'y sont mis (avec les R8, SLS AMG et autres AMG GT). Le constructeur de Munich possède pourtant bien un second modèle conçu à 100% par le département Motorsport dans sa gamme depuis quelques mois, le XM, mais il s'agit d'un gigantesque SUV hybride rechargeable pesant plus de 2,7 tonnes ! Bref, pas tout à fait la BMW M que les fans attendaient, surtout 45 ans après la superbe.

L'ALPINE A290

Elle ressemble vraiment à une Renault 5 extrême

Alpine a diffusé quelques informations intéressantes sur l'A290 « bêta », un show-car annonçant le premier modèle électrique de série de la division sportive du groupe Renault. Le communiqué officiel parlait déjà d'une « citadine électrique sportive », laissant penser que l'auto se basera sur la future Renault 5 électrique attendue pour l'année 2024 (comme sa cousine d'Alpine). Et c'est d'autant plus visible dans la courte vidéo que vient de diffuser Alpine sur son compte officiel Twitter. Ce troisième teaser montre la voiture vue de face dans l'obscurité, avec sa signature lumineuse



exposée aux yeux de tous. On retrouve exactement le dessin des optiques déjà vues sur le concept-car de la Renault 5 électrique présenté en 2021, avec des feux additionnels ajoutés à la façon d'une voiture

de rallye. Bref, l'Alpine A290 sera sans doute à la Renault 5 électrique ce que la Renault Clio RS était à la citadine « normale » de la gamme du constructeur au losange, une bonne nouvelle sachant que la

version sportive thermique a disparu du catalogue de l'auto depuis la fin de sa quatrième génération.

Après une A110 thermique particulièrement réussie, Alpine parviendra-t-elle à réconcilier les fans de sportives avec la technologie électrique sur le créneau des citadines qu'on appelait autrefois « GTI » ? Pour cela, elle devra faire mieux que l'Abarth 500e qui déçoit un peu sur le papier avec ses 155 chevaux et son tarif de base à tout de même 43 000€. Hélas, la Française risque de ne pas être donnée non plus maintenant qu'Alpine revendique un positionnement « premium » au sein du groupe Renault...

LA STATION PORTABLE JACKERY EXPLORER 240 :

Une solution d'alimentation portable pour toutes vos aventures !

Ne laissez jamais vos appareils électroniques déchargés lors de vos voyages en plein air. La station portable Jackery Explorer 240 est là pour vous offrir une solution pratique, puissante et portable pour alimenter tous vos appareils électroniques où que vous soyez.

Avec la station portable Jackery Explorer 240, vous pouvez prendre vos appareils électroniques partout. Que vous partiez en camping, en voyage ou que vous ayez besoin d'une source d'alimentation d'urgence, cette station d'alimentation portable est conçue pour répondre à tous vos besoins énergétiques. C'est une option en entrée de gamme parfaite pour tout ceux qui souhaitent s'offrir quelques moments en pleine nature sans contrainte.

Puissance portable à portée de main

Avec une capacité de batterie de 240 Wh, le Jackery Explorer 240 peut alimenter vos smartphones, tablettes, ordinateurs portables, petites lampes et autres appareils électroniques essentiels lors de vos déplacements. Ne soyez jamais à court d'énergie, que vous soyez en plein air ou en déplacement.



Polyvalence des ports de sortie
Cette station d'alimentation est équipée de ports USB pour recharger vos appareils USB, d'un port AC (prise secteur) pour alimenter des appareils nécessitant

une prise de courant standard, et d'un port DC pour les appareils fonctionnant à 12 V tels que les équipements de camping. Profitez de la polyvalence des ports de sortie pour alimenter une va-

riété d'appareils en même temps.

Recharge pratique

Le Jackery Explorer 240 offre plusieurs options de recharge. Branchez-le simplement à une prise murale pour une recharge complète en environ 7 heures. Vous pouvez également utiliser un panneau solaire Jackery SolarSaga 100W (vendu séparément) pour recharger la station en plein air. Pour les déplacements en voiture, utilisez un adaptateur allume-cigare pour recharger la station pendant que vous êtes en route.

Facile à transporter

Avec son poids d'environ 3 kg et sa poignée intégrée, le Jackery Explorer 240 est conçu pour être facilement transportable. Emportez-le partout où vous allez, que ce soit pour le camping, les randonnées, les pique-niques ou les situations d'urgence. Soyez prêt à faire face à tous les imprévus avec une source d'alimentation portable à portée de main.

ADIEU SMARTPHONES, BONJOUR AI PIN

Cet appareil remplacera-t-il nos smartphones ?

La start-up Humane vient de dévoiler le nom de son appareil révolutionnaire sans écran et en donne un détail supplémentaire. Animé par une IA, il est conçu pour remplacer avantageusement un smartphone.

Humane cultive l'art du secret en distillant par petites doses des informations sur son accessoire soi-disant révolutionnaire conçu pour supprimer l'écran et remplacer les smartphones. Et cela fait le buzz ! La start-up vient en effet d'annoncer que son assistant de poche portera le nom d'AI Pin. Cet appareil qui s'accroche à un vêtement telle une « broche » (pin en anglais), enfermera de nombreux capteurs, à commencer par une caméra. Elle permettra à son IA d'interpréter ce qu'il se passe autour de son porteur. Un contexte qui est censé l'aider à mieux répondre aux interactions. Les informations visuelles peuvent être affichées grâce à un projecteur et des gestes des mains servent à déclencher certaines commandes. L'accessoire est animé par une puce Snapdragon de Qualcomm spécifiquement développée pour l'appareil. Humane a comme partenaires Microsoft et même Volvo.

On connaît maintenant le nom de l'appareil qui prétend pouvoir remplacer les



smartphones. Un ancien d'Apple dévoile un mystérieux appareil qui pourrait remplacer nos smartphones. Lors d'un TED, le fondateur de la start-up Humane, Imran Chaudhri a présenté un appareil révolutionnaire sans écran. Animé par une IA, il pourrait remplacer un smartphone. Un vent de mystère et de secret intrigant entoure Humane, une start-up américaine fondée par des anciens d'Apple. L'un de ses deux créateurs, Imran Chaudhri, n'est rien d'autre que le designer de l'interface d'iOS pour l'iPhone. L'autre, c'est sa femme Béthanie Bongiorno qui a travaillé sur l'iPad avec lui. Imran Chaudhri vient justement de participer à une conférence TED durant laquelle il a levé le voile sur un appareil inédit développé par l'entreprise. Sur la vidéo, filmée lors de

cette conférence, le designer montre comment il utilise un accessoire fixé sur son blouson. L'appareil, animé par une IA faite maison, est dénué d'écran. Il est totalement autonome et n'a pas besoin d'être jumelé à un smartphone pour fonctionner. Il répond à des commandes vocales et gestuelles, et peut afficher des informations en les projetant sur des surfaces se trouvant à proximité. Lors de sa démonstration, Imran Chaudhri a ainsi passé un appel téléphonique à son épouse. Les informations de ce coup de fil étaient projetées dans la paume de sa main. Durant ses explications, le designer a grandement vanté les mérites du développement des IA actuelles et expliqué que, justement, sa plateforme a été conçue à partir de zéro pour fonctionner à partir d'une intelligence artificielle.

LES CLÉS D'ACCÈS

Elles annoncent la mort du mot de passe

Anna Pobllets a passé les dernières années à se donner pour mission de faire des mots de passe une chose du passé, mais les clés d'accès — la technologie qui pourrait les remplacer — n'ont jamais vraiment été sur le point d'être largement adoptées par les consommateurs avant cette année.

« Nous voyons de très grands sites comme eBay, Best Buy et Google, qui a annoncé au début mai qu'il prendrait en charge les clés d'accès sur les comptes Gmail », a expliqué Mme Pobllets, responsable du « sans mot de passe » chez 1Password, une société de gestion de mots de passe de Toronto.

« C'est vraiment un point de bascule, lorsque tout d'un coup, un milliard d'utilisateurs peuvent ajouter des clés d'accès (à leur compte Gmail), s'ils le souhaitent. » La décision de Gmail faisait suite à celles d'Apple, Shopify, Microsoft, DocuSign et PayPal, qui prenaient déjà en charge les clés d'accès — un identifiant numérique qui s'appuie sur une cryptographie qui peut déverrouiller des comptes simplement en « lisant » un visage ou une empreinte digitale sur un téléphone.

Les spécialistes croient que les clés d'accès sont plus sûres que les mots de passe puisqu'elles ne comprennent pas de chaîne de caractères, de chiffres et de symboles à mémoriser, ce qui les rend plus difficiles à pirater. Elles n'ont pas besoin d'être changées et ne peuvent pas être volées par quelqu'un qui les devine ou qui jette un coup d'œil par-dessus l'épaule d'un utilisateur. En outre, il n'y a aucun moyen d'en utiliser une de façon accidentelle ou sur un mauvais site web.

« Les clés d'accès sont si excitantes parce qu'elles sont [...] en fait plus efficaces et plus sûres », a fait valoir Claudette McGowan.

Après 19 ans à la Banque de Montréal et près de trois ans à la Banque TD, Mme McGowan a récemment fondé Pro-texxa, une plateforme établie à Toronto qui tire parti de l'intelligence artificielle pour identifier et résoudre rapidement les problèmes de cybersécurité des employés.

Au cours de ses années passées dans le secteur bancaire, les mots de passe étaient la principale vulnérabilité. « Quand les choses déraillaient, ce n'était jamais parce que le cryptage ne fonctionnait pas ou que les pare-feu ne fonctionnaient pas, a observé Mme McGowan. Il y avait toujours un humain au centre du problème. »

Les clés d'accès, cependant, sont une défense contre les attaques d'hameçonnage, où les gens sont dupés en donnant leurs mots de passe aux pirates qui leur envoient des courriels ou des textos avec des pages de connexion se faisant passer pour des entreprises légitimes.

RESEAUX SOCIAUX

Twitter accuse Microsoft d'utilisation abusive de ses données

Elon Musk accuse Microsoft de ne pas avoir respecté son accord avec Twitter concernant l'utilisation des données du réseau social, un reproche qui s'inscrit notamment dans la course à l'intelligence artificielle, très gourmande en données numériques.

Twitter assure que Microsoft a utilisé plus de données qu'il n'en avait le droit, et qu'il en a communiqué certaines à des agences gouvernementales sans permission.

La plateforme, rachetée en octobre par le patron de Tesla, note par ailleurs que Microsoft a « refusé de payer même un taux réduit pour continuer à avoir accès aux API de Twitter et à ses contenus ».

Les API permettent à des entreprises tierces, comme Microsoft, de développer des outils pour ses propres produits (logiciels publicitaires, applications dans le nuage informatique, etc.).

« Malgré les limites, les programmes de Microsoft ont accès aux API de Twitter plus de 780 millions de fois et récupéré plus de 26 milliards de tweets rien qu'en 2022 », assure la lettre, avant de réclamer un audit détaillé.

Microsoft a confirmé dans la soirée avoir été sollicité par les avocats de la plateforme sur son « usage antérieur des API gratuits de Twitter ».

« Nous allons examiner ces questions et y répondre de manière appropriée », a déclaré un porte-parole de l'entreprise dans un communiqué, précisant se réjouir à l'avance « de poursuivre notre partenariat à long terme avec l'entreprise ».

Twitter, en situation financière précaire, a annoncé en mars que les développeurs allaient devoir payer plus pour accéder à ses services et données. Et le mois dernier, Elon Musk a accusé Microsoft « d'entraîner illégalement » ses technologies d'intelligence artificielle (IA) à partir des données de Twitter. « L'heure du procès a sonné », a-t-il tweeté.

Le succès de ChatGPT, l'interface d'IA générative d'OpenAI capable de produire toutes sortes de textes sur simple requête en langage courant, a lancé une véritable course à cette technologie entre les géants américains de la technologie.

Microsoft semble avoir pris la tête, notamment grâce à ses investissements majeurs dans OpenAI.

Le groupe de Redmond rivalise avec Google d'annonces sur l'intégration de nombreux outils d'IA générative à leurs moteurs de recherche, suites bureautiques et nuages respectifs.

Mais ces interfaces dépendent de larges modèles de langage, des systèmes d'IA entraînés sur des montagnes de données pour être capables de former des phrases cohérentes ou de créer des images convaincantes.

Elon Musk, qui a cofondé OpenAI en 2015 avant d'en partir, a récemment fondé sa propre société d'IA, baptisée X. AI.

★	INFIRMIER	ÉMETTEUR LOINTAIN	N'A PAS EXISTÉ SI C'EST NON	BOM- BARDEE	EXEMPLE DONNE	ESPÈCES DE ROUMAINS	DEUX CONTINENTS EN UN	VIEUX CHEF D'ÉTAT	HUMAI
BIJOUX	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
DESTRUC- TRICE	▶								
PORT ARABE	▶				PAYS DU RIAL	▶			
					PIERRES GRAVEES				
PETIT CIGARE	▶				▼	RECHERCHE DU BEAU	▶		
						TRANCHE D'HISTOIRE			
BRÈVES	▶					▼		CÉLÉBRITÉ DE NARBONNE	
LE 1 AU TIERCE	▶		DÉCEP- TIONS	▶				▼	
			CAVALIER FRANÇAIS						
QUI PRODUIT DES ROSEAUX	▶		▼						BARBOUILLÉ
TROMPÉES	▶						PRÉCÈDE LA BRANCHE	▶	▼
							DÉCOU- VERTS		
SE DIRIGERA	▶			TINTA	▶		▼		
				TEMPS D'UN TOUR					
GARNIT D'UN APPÂT	▶			▼	COMBAT SINGULIER	▶			
REPLACÉ DES CAPITAUX	▶								

Un PIB de 191 milliards de dollars en 2022

L'Algérie a enregistré un PIB de 191 milliards de dollars en 2022, selon les chiffres publiés par la Banque mondiale. Il (le PIB national) 6,3% du PIB de l'Afrique qui était de 2 980,11 milliards de dollars, représentant la somme de la production économique de tous les pays africains pendant cette période. Ainsi, l'Algérie a représenté 0,19% du PIB mondial, ajoute la même source. Le PIB de l'ensemble du continent africain représente moins de 3 % du PIB mondial, malgré une population totale de 1,462 milliard d'habitants au 27 juillet 2023, en comparaison avec l'Océanie qui représente 44 821 069 millions de la population mondiale avec 2,4% du PIB mondial. Quant au PIB de l'Océanie, il a atteint 2500 milliards de dollars en 2022, conclut la BM.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 03 Août 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



POUR EXPORTER SES CÉRÉALES

La Russie demande le soutien de la Turquie

Entre Poutine et Erdogan, il existerait une «volonté de coopérer dans ce domaine», fait le savoir le Kremlin. Le président russe Vladimir Poutine a demandé mercredi le soutien de son homologue turc pour exporter ses céréales et de facto contourner les sanctions occidentales, tout en refusant de relancer l'accord, sous l'égide d'Ankara, qui permettait les exportations agricoles ukrainiennes. «Compte tenu des besoins en nourriture des pays les plus nécessiteux, des options sont en cours d'élaboration pour permettre des livraisons de céréales russes (...) Il existe une volonté de coopérer dans ce domaine avec la Turquie», a indiqué le Kremlin dans un communiqué, résumant la teneur d'une discussion entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan. Malgré les demandes répétées de la Turquie et de l'ONU, la Russie a refusé de prolonger en juillet l'accord qui permettait à l'Ukraine d'exporter ses céréales via la mer Noire, le Kremlin estimant que les dispositions devant permettre ses exportations de grains et d'engrais n'avaient jamais été mises en œuvre.

MDN

Arrestation de 5 éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Cinq (5) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, menées du 26 juillet au 1er août 2023, indique un bilan opérationnel de l'ANP, publié mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, des détachements de l'Armée nationale populaire ont appréhendé (05) éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes à travers le territoire national", souligne le bilan. Le bilan de l'ANP fait également état de la mise en échec, au niveau du

port d'Alger, d'une tentative d'introduire dans notre pays d'une "importante" quantité de cocaïne s'élevant à plus de 35 kilogrammes, dissimulée à bord d'un navire commercial battant pavillon maltais.

"Dans le cadre de la sécurisation de nos eaux territoriales et de la lutte contre la criminalité organisée, et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, une brigade maritime relevant du Groupement territorial des Garde-côtes d'Alger/Façades maritime centre en 1ère Région militaire, a mis en échec, au niveau du port d'Alger, une tentative d'introduire dans notre pays une importante quantité de cocaïne s'élevant à trente-cinq (35) kilogrammes et (800) grammes, dissimulée à bord d'un navire commercial battant pa-

villon maltais", précise le bilan.

Selon la même source, "l'opération a été engagée, en coordination avec les services de Sûreté nationale, grâce à l'exploitation de renseignements faisant état de l'introduction d'une quantité de cocaïne par le navire +HARIS+, en provenance de Malte, qui était accosté au niveau du quai 33 au port d'Alger".

"A cet effet, des unités flottantes des Garde-côtes ont été dépêchées pour sécuriser le périmètre de l'opération, et aussitôt le mandat de perquisition délivré par le procureur de la République, le navire a été minutieusement fouillé par les agents des Garde-côtes, permettant ainsi la saisie de ladite quantité dissimulée dans une grue à bord du navire", ajoute le bilan.

R.N.

BMS

Chute bien plus forte que prévu des réserves commerciales de pétrole

Les réserves commerciales hebdomadaires de pétrole brut aux États-Unis ont chuté de 17 millions de barils, bien plus que prévu par les analystes, selon les données publiées mercredi par l'Agence américaine d'informations sur l'énergie (EIA). Durant la semaine

achevée le 28 juillet, ces stocks s'élèvent à 439,8 millions de barils, soit 17 millions de barils de moins que la semaine précédente alors que les analystes préoyaient une réduction de seulement 1,05 million de barils, selon un consensus établi par l'agence Bloomberg.

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

La monnaie des BRICS : une question très complexe

Loin d'être seulement une question technique, la monnaie BRICS, ou du futur espace BRICS, pose de nombreux problèmes les uns d'ordre économique et financier et d'autres de nature politique et géopolitique et même de sécurité. Une monnaie comme étalon de mesure, d'échange et de réserve doit avoir plusieurs attributs et plusieurs caractéristiques dont les deux plus importantes, sont la puissance économique de l'émetteur (ou des émetteurs) et la confiance de ceux qui souhaitent en faire usage.

Aujourd'hui toutes les monnaies sont circonscrites dans un espace institutionnel et géographique, celui d'un pays ; à l'exception de l'Euro qui est une monnaie qui couvre une grande zone géographique composée de plusieurs Etats souverains. Le dollar est la monnaie des USA et de certains petits pays qui ont adopté le dollar comme monnaie nationale. Le dollar est devenu monnaie dominante dans les échanges internationaux et monnaie de réserves grâce à plusieurs facteurs dont l'avantage accordé au dollar par les Accords de Bretton-Woods grâce à son indexation sur l'Or. La sortie de cette indexation en 1971 a été une décision exclusivement américaine (il s'agit de leur monnaie nationale) et le dollar est demeuré une monnaie internationale dans les échanges et les réserves ; parce que derrière le dollar, il y a une économie forte et même dominante et surtout une puissance militaire présente dans toutes les régions et les océans, ce qui a donné confiance (plus qu'à d'autres monnaies) aux usagers de cette monnaie sans qu'elle soit garantie par l'Or. Dès 1971, plusieurs projets avaient pour ambition non seulement la limitation de l'hégémonie américaine, mais aussi une redistribution des revenus entre pays développés et pays sous-développés. Mais aucun de ces projets n'a abouti. L'Amérique a fait jouer sa puissance pour empêcher toute velléité dans ce domaine. Les intérêts des

USA dans le système d'hégémonie du Dollar sont immenses. Kadhafi aussi a fait une tentative pour créer une monnaie africaine et une Banque pour contourner le Dollar et le système Bretton-Woods. On sait maintenant comment Kadhafi a fini son parcours et avec lui son projet. Plusieurs propositions concernant un système nouveau de "monnaie marchandises" basé sur les principales matières premières ont été élaborées même avant 1971. Mais depuis cette date, la création d'une "monnaie marchandises" servant d'unité de réserve internationale est devenue une priorité pour beaucoup de pays ou d'espaces économiques, dont l'Europe encore organisée en CEE. L'Europe a mis plus de 30 ans pour lancer sa monnaie (Euro) après avoir organisé l'intégration économique et l'utilisation d'une unité de compte, l'ECU, qui n'est pas une monnaie.

S'il faut remplacer, ou du moins compléter les monnaies internationales existantes (Dollar et Euro, Yen, Franc suisse, ...) c'est parce que tout système monétaire a besoin d'un pivot autour duquel les autres éléments vont se définir. L'idée qui séduirait serait celle de revenir à un étalon ou un gage concret de l'émission monétaire, ce ne serait pas l'Or, puisque cette marchandise n'a pas une vie réelle dans les économies, mais un groupe de marchandises qui ont cours dans la vie économique. Ces marchandises pourraient être une combinaison de matières premières (énergie, céréales, phosphates, métaux...). Dans tous les cas il faut une institution qui va gérer cette monnaie, car le système d'étalon marchandises sera difficile à réguler. En raison de la fluctuation des prix de ces marchandises, la valeur de la monnaie risque elle aussi d'être instable en permanence, ce qui n'est pas de nature à construire la confiance. Mais comme la part de chaque marchandise dans le panier sera relativement faible, le système peut fonctionner dans une certaine stabilité ; mais à charge pour l'institution qui sera chargée de la gestion de la monnaie commune de suivre et de corriger les paramètres de cette dernière en fonction de

l'évolution des valeurs des marchandises étalon.

Tout compte fait, le remplacement du Dollar par le Yuan ou par le Rouble ou par la Roupie semble ne pas être la démarche la plus rationnelle ou la plus viable. En effet, la volonté de sortir d'une monnaie hégémonique, le Dollar, pour tomber dans une autre, le Yuan le plus probable, ne sera pas du goût des promoteurs du nouveau système. La lutte de leadership entre la Chine et l'Inde et les différends historiques entre eux seront les principaux obstacles à la construction du nouveau système.

La Chine est plus favorable à élargir le Club BRICS que l'Inde, car pour la Chine, plus il y a de membres de moindre importance, plus son influence sera plus grande grâce à sa puissance économique et ainsi neutralisera l'Inde.

La dé-dollarisation n'est pas pour demain, mais l'initiative des BRICS de lancer le projet d'une nouvelle monnaie plus juste est une grande opportunité pour amorcer le dialogue pour un monde plus juste, multipolaire, moins violent et surtout plus durable.

Pour l'Algérie, l'adhésion aux BRICS est une opportunité aussi pour être confrontée à des enjeux économiques internationaux et sortir du face à face « Recettes des hydrocarbures/dépenses publiques ». La diversification de notre économie n'est pas un choix, mais une nécessité absolue et cette dernière ne peut passer que par la ré-industrialisation du pays. Les BRICS ce n'est pas un club de charité pour les plus faibles ou une instance qui compense les amitiés et les fidélités, mais un espace d'alliances, de coopération, de complémentarité et de compétition. L'admission de l'Algérie est un bon challenge qui va mettre notre économie face à d'autres économies émergentes, une façon de la mettre sous pression.